

LA VOIX



N° 12 2€
Mars-Avril 2015

des Communistes

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

**JE SUIS
PROLETAIRE**

**JE SUIS
ANTI-CAPITALISTE**

**JE SUIS
ANTI-IMPERIALISTE**

**JE SUIS
G.ABDALLAH**

**JE SUIS
KOBANE**

**JE SUIS
COMMUNISTE**



SOMMAIRE

CONSTRUIRE L'UNITE DES TRAVAILLEURS DANS LA LUTTE DE CLASSE	p 3
LA LIBRAIRIE DU ROCML	p 2
ATTENTATS DE CHARLIE HEBDO LA GRANDE MANIPULATION	p 5
LA QUESTION DU DANGER FASCISTE SUR LE FRONT NATIONAL	p 7 p 15
LE CAS ALAIN SORAL	p 15
ELEVER LE NIVEAU DE CONSCIENCE DE LA CLASSE	p 15
UNE GREVE VICTORIEUSE CHEZ VINCI	p 20
LA LOI MACRON CONTRE LES TRAVAILLEURS	p 24
GRECE -LA VICTOIRE DE SYRIZA UNE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS ?	p 25
VICTOIRE de KOBANE	p 26
L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI	p 28
LES COMMUNISTES ET LES LUTTES D'EMANCIPATION NATIONALES	p 29
LIBERTE POUR GEORGES ABDALLAH	p 32

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse électronique de la JCML :
jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML :
ASS. GRANDROC
Villa OctoSun 3 clos de lutché
31380 GARIDECH

Site du ROCML
<http://www.ROCML.ORG>



LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE
LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE
LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE
FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE
LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS Par Bill BLAND
CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURA- TION DU CAPITALISME EN URSS
LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994
LES FONDEMENTS THORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN URSS – BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clause- witz
STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME DEMOCRA- TIQUE–Grower Furr
LENINE ET L'ORGANISATION
MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955
LE CAPITAL–Edition populaire -J. Brochart 1919
CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE, STALINE) SUR LA CRISE ECONOMIQUE (ROCML)
LE PROCESSUS DU SOULEVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE (ROCML)

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS
ou par COURRIEL (Roc.ml@laposte.net)

CONSTRUIRE L'UNITE DES TRAVAILLEURS

DANS LA LUTTE DE CLASSE

Le début de l'année 2015 a été marqué par des attaques terroristes meurtrières les 8 et 9 janvier à Paris, contre la rédaction de CHARLIE HEBDO et une épicerie cacher. La condamnation de ces actes a été générale et l'émotion et la réprobation collective fut immédiatement mise à profit par le pouvoir politique pour lancer et développer une campagne politique et idéologique massive, relayée en boucle et amplifiée par les médias, autour des concepts de république, des valeurs de la république, de la démocratie, des libertés, de l'ordre public, du soutien aux forces de police et de l'armée.

Le message martelé par les chefs du gouvernement et l'ensemble des partis politiques de gauche, de droite et d'extrême droite était celui-ci : face à un ennemi terroriste intérieur, lié aux réseaux islamistes les plus radicaux agissant dans le monde entier, la NATION, c'est-à-dire l'ensemble des français, toutes classes, toutes catégories sociales, de toutes origines et de toutes opinions philosophiques confondues doivent oublier leurs conflits et faire bloc autour de l'Etat en place censé représenter l'intérêt et la volonté collective.

La manifestation parisienne du 11 janvier autour du mot d'ordre JE SUIS CHARLIE fut le point culminant de cette entreprise réussie de récupération politique et idéologique. Il n'y manqua même pas la participation internationale au travers du cortège éclectique des chefs d'Etat étrangers ou de leurs représentants groupés autour de François Hollande en signe de soutien (ou d'allégeance).

QUELS SONT LES BUTS DE CETTE CAMPAGNE ORCHESTREE MAGISTRALEMENT AU PLUS HAUT NIVEAU DE L'ETAT

Il y a bien sûr le profit politique immédiat tiré par un gouvernement Hollande-Valls en difficulté.

Décrédibilisé par la non tenue de ses promesses électorales dont la fameuse inversion de la courbe du chômage avant le 31 décembre 2013, au plus bas dans les sondages, Hollande avait bien besoin de rehausser sa cote de popularité en apparaissant comme l'homme de la situation, le garant de l'Etat, celui autour de qui on se rassemble en cas de catastrophe nationale.

Les tueries de Paris lui auront fourni une aide providentielle. Mieux, il aura rangé derrière lui l'ensemble des partis bourgeois de droite, de gauche ou d'extrême droite, dans son rôle efficace de gardien de l'Etat. Opération réussie.

Mais, ce succès ponctuel de politique politicienne à court terme n'est pas l'essentiel.

La crise se prolonge et s'approfondit, sans perspective de sortie en vue. La dégradation de la situation économique et sociale, les lois anti-ouvrières et anti-populaires prises par le gouvernement laissent prévoir des luttes de plus en plus radicales et des remises en cause des règles de l'ordre bourgeois. Le pouvoir le sait et fourbit ses armes.

En même temps, le pouvoir politique d'Etat est toujours prêt à se lancer dans de nouvelles aventures militaires pour défendre les monopoles français à l'étranger, dont le coût va retomber sur les contribuables, c'est-

à-dire les couches supérieures de la classe ouvrière, la petite et moyenne bourgeoisie. La base politique du gouvernement risque donc de s'effriter.

Dans la perspective de désordres sociaux et politiques, l'idéologie de l'unité nationale fournira les principaux arguments de propagande des gérants de l'ordre bourgeois. Elle fournira la justification de la répression contre ceux qui remettent en cause cet ordre.

Au nom de l'unité nationale, des prétendues valeurs de la république bourgeoise, des libertés et de l'ordre public, de la sécurité intérieure et extérieure de la « France », ce gouvernement « de gauche » entreprend, mieux que ne l'aurait fait un gouvernement de droite, de formater les esprits pour casser les reins aux luttes ouvrières qui « divisent la « nation », pour isoler les ouvriers qui ne marchent pas dans les combines du partenariat capital-travail, , qui dénoncent et combattent les cadeaux faits au patronat et les sacrifices imposés aux travailleurs, français ou non, avec ou sans « papiers ».

Au nom de l'unité nationale et de la sécurité de la « France », ce gouvernement formate les esprits pour briser tout mouvement opposé à ses interventions militaires extérieures actuelles et à venir. Dans l'histoire du XXème siècle, les Blum, Moch et Mollet ont montré de quoi les social-démocrates étaient capables dans ce domaine. Au nom de la sécurité et de l'ordre public, ce gouvernement prépare l'opinion à la mise au pas de la jeunesse et au nettoyage (au karcher ?) des quartiers ghettos.

QUE FAIRE DEVANT CETTE OFFENSIVE IDEOLOGIQUE REACTIONNAIRE DU POUVOIR ?

Partout où ils sont, les communistes doivent expliquer à leurs camarades de travail et aux militants progressistes la nocivité des idées

martelées par les médias aux ordres du capital et du pouvoir après les attentats du mois de janvier, en particulier celles de nation et d'unité nationale.

Dans un pays capitaliste impérialiste comme le nôtre, il n'y a pas d'unité nationale possible. Un ouvrier français et un patron français font peut-être partie de la même nation, mais ils n'ont aucun intérêt en commun, ni économique, ni social. En revanche, entre un ouvrier français et un ouvrier d'origine émigrée qui n'a pas la nationalité française, l'unité est possible et nécessaire car ils subissent tous deux la même exploitation. C'est l'unité de classe. C'est celle que les communistes construisent dans l'intérêt de toute la classe. Le drapeau rouge est le drapeau du prolétariat, quelle que soit l'origine de ses membres. Il est le seul à être porté par les prolétaires du monde entier. Le drapeau Bleu Blanc Rouge, lui, est celui de la bourgeoisie française et des conquêtes coloniales. Comment un prolétaire émigré venu d'une ex colonie française pourrait-il adopter ce drapeau ?

Les communistes doivent aussi combattre toutes les autres mystifications sur les valeurs de la république, les libertés, la sécurité, la police, l'armée, dans un Etat bourgeois. Mais nos explications ne pourront progresser que dans la réalité des luttes de notre classe. Toute prise de conscience politique prend en effet ses racines dans le combat concret classe contre classe. Les militants communistes qui agissent dans les syndicats ont un rôle central dans ce combat. Ils doivent y associer les syndicalistes anticapitalistes. C'est ainsi que se construira pas à pas le Parti Communiste qui fait aujourd'hui défaut à la classe ouvrière.

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes

mars 2015

ATTENTATS DE CHARLIE HEBDO

LA GRANDE MANIPULATION

Les attentats qui ont eu lieu à Paris le 7 janvier ont sans aucun doute secoué la France entière. Tous les médias et politiques y sont allés de leur commentaire, « un évènement historique », « une déclaration de guerre »... Tous ont versé leurs larmes de crocodiles. Tous sont devenus les chevaliers blancs de la liberté d'expression alors que Charlie Hebdo était en grandes difficultés financières, étouffé par les autres grands médias capitalistes.

Ces hypocrites oublient les difficultés de la presse, notamment le Monde diplomatique et bien d'autres journaux. La presse est-elle vraiment libre ? Mais qui contrôle le papier ? Les imprimeries ? Qui a la possibilité aujourd'hui de créer un média national ?

Ils y sont tous allés de la liberté d'expression eux qui, il n'y a pas moins de six mois interdisaient des rassemblements qui rendaient hommage aux Palestiniens innocents morts sous les balles d'autres forcenés terroristes. Aujourd'hui, toute la haute société s'insurge parce que des jeunes refusent de faire une minute de silence pour les morts de Charlie Hebdo. Mais hier encore, ces porteurs de la morale universelle empêchaient les solidaires du peuple palestinien de réclamer justice pour le meurtre et l'oppression de tout un peuple.

Cet évènement s'inscrit dans le capitalisme et la lutte de classe et il a fait l'objet d'une instrumentalisation à des fins précises. Ces attentats ont servi de prétexte aux dominants pour lancer le mot d'ordre d'« unité nationale ». Cette union n'est en fait qu'un rafraichissement de l'union sacrée des capitalistes-impérialistes afin d'entraîner les peuples derrière eux. Dans ce cas-ci, le cri de ralliement est « je suis Charlie ». Mais alors que le gouvernement mijote le projet de la loi Macron dans ses fourneaux, les médias à leur service sonnent l'heure du

rassemblement aux côtés de ceux qui nous exploitent et rependent la misère.

Nous voyons bien là la bourgeoisie à la manœuvre, la grande manipulation exercée par tout l'appareil idéologique bourgeois. De nombreux militants sentent l'imposture. Certains tombent dans des explications complotistes. Malgré un flou sur les faits précis de l'attentat, les conséquences sont là, les faits montrent que les partis politiques du système réutilisent ces attentats comme moyen de détourner l'attention des autres problèmes, de redonner du crédit aux partis en faillite (UMP-PS). Les sondages actuels claironnés dans tous les médias montrent bien qu'ils ont en partie réussi.

Les discours politiques qui ont suivi les attentats sanglants du 7 janvier centrés autour de la lutte contre le terrorisme ont étrangement « oublié » d'analyser les conditions qui ont nourri ce terrorisme. Les médias ont occulté les causes et le contexte des évènements qui ont entraîné ces attentats. L'opacité de la démocratie bourgeoise sur ses guerres dans le monde entier a été si forte que les médias peuvent prétendre qu'il s'agit d'une « déclaration de guerre », oubliant bien entendu la déstabilisation du Moyen-Orient et de l'Afrique par l'armée française. Cela ne date pas d'hier. La France est en partie responsable du découpage des frontières de cette région du monde. Depuis une trentaine d'années, les puissances occidentales multiplient les interventions militaires : Irak, Iran, pays arabes... Les Etats-Unis et la France notamment, défendent leurs zones d'influences face aux nouvelles puissances émergentes : Russie et Chine. Cette guerre de rapaces a pour conséquence la déstabilisation de toute cette région.

Pour mener leurs méfaits, les Occidentaux ont utilisé et manipulé des courants islamistes radicaux pour leurs intérêts impérialistes. Ils ont voulu créer une « ceinture verte » contre les militants progressistes et

en même temps isoler l'Iran. Plus récemment, il s'agit de s'appuyer sur eux pour intervenir en Syrie. Mais ces forces leur ont en partie échappé et se sont retournées contre eux. En Irak Daesh, cette marionnette des Etats-Unis met à mal les desseins de ses créateurs. Dans le même temps, d'après les services de renseignements, des milliers de jeunes seraient partis rejoindre les djihadistes en Irak ou en Syrie. La France qui voulait la mort d'El Assad n'a pas lésiné sur les moyens pour parvenir à ses fins. Elle a laissé ces jeunes partir pour tenter de renverser le gouvernement syrien (du moins elle ne les a pas empêchés).

Ces jeunes européens prenant le parti de l'islamisme ont grandi isolés dans des ghettos, acculés à la délinquance et au lumpenprolétariat du fait du chômage ou de discriminations raciales. Ils deviennent la proie facile de groupes obscurantistes et moyenâgeux. Les médias pointent essentiellement leur appartenance religieuse. Leur objectif est de masquer les véritables causes économique, sociale de leur dérive. Les soi-disant guerres de religion que mettent en avant les apologistes du pseudo choc des civilisations, cachent en réalité de véritables guerres de classe.

La mobilisation autour de « je suis Charlie » profite à qui ? Qui a organisé la manifestation du dimanche 11, avec tout le gratin des chefs d'Etat, si ce n'est F. Hollande ? Il prétend défendre la liberté d'expression en invitant Erdogan, Netanyahu, Bongo... qui emprisonnent, torturent et éliminent leurs opposants.

Le gouvernement utilise cet évènement pour montrer qu'il n'existe pas d'alternative en dehors de ce qu'il propose. Il faut être Charlie, c'est-à-dire accepter le principe de l'union sacrée, ceux qui la refusent sont à mettre au ban de la société. Le matraquage idéologique bat son plein et l'Etat est prêt à utiliser la coercition pour imposer son autorité. A propos de la minute de silence imposée dans toute la société y compris dans les écoles, n'est-ce pas N. Vallaud Belkacem, ministre de l'éducation qui affirme que « Même là où il n'y a pas eu d'incidents, il y a

eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les "Oui je soutiens Charlie, mais", les "deux poids, deux mesures", les "pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ?" Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs ». Sois pour la liberté d'expression mise en place par l'Etat et tais-toi. Voilà le cadre restreint des libertés que l'Etat veut mettre en place. Les récentes déclarations sur la responsabilité des syndicats à être à la hauteur de l'unité nationale montrent aussi que les responsables politiques cherchent à museler les revendications du peuple de France.

Mais l'expérience de l'austérité, des luttes qui se sont succédées amènent nombre de travailleurs à refuser cette unité nationale. Ils ont compris que les capitalistes sont les véritables terroristes. Ce sont eux qui utilisent la violence sociale à grande échelle : les licenciements, le gel des salaires, le chômage, le chantage sur les syndicalistes, etc.

Le mot d'ordre d'unité nationale a pour but de mettre en veilleuse les luttes essentielles des travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie et de limiter les libertés, notamment l'expression de classe du prolétariat. Il engage à se ranger derrière ceux qui déstabilisent des régions entières du monde, qui divisent le prolétariat avec le poison xénophobe.

Seul le socialisme qui défend la solidarité entre les peuples, qui refuse toute guerre de pillage, qui abolit l'exploitation de l'homme par l'homme, peut éliminer les racines du terrorisme et des guerres portés par l'impérialisme.

J.F

LA QUESTION DU DANGER FASCISTE

ENTRE FLOU ARTISTIQUE, REACTIONS EMOTIVES et SHEMAS IDEOLOGIQUES ERRONES

L'évocation, de différentes manières et à divers degrés, d'un danger fasciste qui menacerait en France, est courant. Pour examiner cette question, il faut en premier lieu préciser le sens de ces considérations.

Dans sa signification historique stricte, le terme fascisme renvoie au régime politique établi en Italie de 1922 à 1945, ainsi qu'à la doctrine sur laquelle il était basé. Or, comme l'indiquent les dictionnaires usuels, il peut s'agir plus largement d'une "doctrine ou tendance" quelconque "tendant à instaurer un état nationaliste, corporatiste et autoritaire", et même, en dehors du domaine politique proprement dit, d'une "attitude autoritaire, arbitraire, violente et dictatoriale imposée par quelqu'un à un groupe quelconque, à son entourage". Toujours selon les dictionnaires, "fascisme" a pour synonymes "dictature", "totalitarisme", "tyrannie", et pour antonymes "démocratie", "libéralisme" ainsi que il faut le noter! "communisme".

Plus loin sera abordée la confusion qui peut résulter de telles ambiguïtés de langage. Mais mieux vaut d'abord poser la problématique en termes plus précis et clairs. Actuellement, en France, sur le plan politique, la domination de la bourgeoisie et l'assujettissement de la classe ouvrière est mise en oeuvre dans le cadre d'un système de république parlementaire. Dans quelle mesure existe-t-il l'éventualité que la bourgeoisie ait recours à l'instauration d'une dictature ouverte basée sur la violence non camouflée?

Des options alternatives pour la bourgeoisie en exerçant sa domination.

L'expérience historique permet d'observer un certain nombre de traits distinctifs relatifs aux contextes qui amènent la bourgeoisie à exercer une dictature ouverte. Et il faut souligner que dans le cadre du système

impérialiste mondial, les actions des classes dominantes ne se limitent pas à la sphère de la "politique intérieure".

Il est certain que la bourgeoisie, si elle est confrontée au développement au-delà d'un certain seuil, d'un mouvement puissant des classes exploitées, s'affranchira de tout faux-semblant de démocratie afin de maintenir son pouvoir. L'existence d'un parti authentiquement communiste, fort sur le plan organisationnel et influent parmi les masses, joue en ce sens mais ce n'est qu'un élément facultatif parmi d'autres. L'instauration du pouvoir réactionnaire en Indonésie en 1965 est un exemple d'intervention violente visant à faire barrage à une mobilisation de masse contre la domination impérialiste.

Cependant, on peut aussi citer des situations différentes. Dans des pays subissant une position subalterne à l'intérieur du système impérialiste, ont été établis à certains moments des régimes de dictature ouverte comme conséquence d'événements dans lesquels l'essor de mouvements populaires sous influence communiste n'a pas été primordial. C'était le cas au Brésil, de 1937 à 1945 avec Getúlio Vargas comme président, puis de 1964 à 1985; ainsi qu'au Venezuela de 1948 à 1958 avec Marcos Pérez Jiménez comme président (à partir de 1952). Certes, c'était des régimes caractérisés par l'anticommunisme et appliquant des mesures accentuant l'exploitation des travailleurs. Néanmoins les enjeux sous-jacents résidaient plutôt dans une combinaison complexe de différenciations au sein des classes dominantes et aussi des forces armées (entre autre, en ce qui concerne le Brésil dans les années 1930, les rapports conflictuels de la bourgeoisie avec les grands propriétaires fonciers).

L'instauration de la dictature national-socialiste en Allemagne, en 1933, constitue l'un des événements historiques les plus signifi-

catifs en la matière. Comme en Indonésie en 1965, un des objectifs primordiaux était la destruction du mouvement ouvrier organisé et donc avant tout du Parti communiste. Mais au-delà de ce fait, l'expérience de la lutte de classe en Allemagne, de la fin de la Première guerre mondiale jusqu'à 1933, met en lumière de façon particulièrement nette une série d'éléments dont il faut tenir compte pour évaluer à un moment donné, dans un contexte donné, l'hypothèse que puisse se réaliser, concrètement et à échéance relativement proche, une tentative de soumettre le mouvement ouvrier, avec l'ensemble des masses populaires, à une dictature violente ouverte.

L'expérience historique de la lutte de classes en Allemagne

Voici un résumé succinct du processus conduisant, le 30 janvier 1933, à la formation d'un gouvernement avec Adolf Hitler comme chancelier.

En limitant l'intervalle de temps pris en considération, on peut situer un tournant important à la date du 31 mars 1930, lorsque le gouvernement de grande coalition qui avait été formé le 28 juin 1928 sous la direction de Hermann Müller (SPD), est remplacé par un gouvernement avec Heinrich Brüning (du Parti Zentrum) à sa tête, lequel se situe délibérément en dehors d'une coalition parlementaire figée. Le 18 juillet, à l'Assemblée nationale (le Reichstag), Brüning présente un décret signé d'avance par le président Paul von Hindenburg, qui dissout le Parlement. Le 14 septembre ont lieu des élections, le SPD obtient 143 sièges sur un total de 577, le NSDAP 107, le KPD 77, le Zentrum 68. Le gouvernement dirigé par Brüning reste en place.

À partir d'octobre 1930, ont lieu de multiples rencontres des principaux acteurs politiques et économiques avec A. Hitler et d'autres représentants du NSDAP, dans le but de trouver d'une manière ou d'une autre une formule l'associant au gouvernement. Des élections pour la présidence du Reich¹

ont lieu en mars-avril 1932, Hindenburg est élu. Le 1er juin est constitué un gouvernement dirigé par Franz von Papen (du Parti Zentrum). Le gouvernement déclare explicitement ne pas être une émanation des partis. Le 20 juillet, il destitue le gouvernement de Prusse dirigé par le SPD auquel étaient associés le Parti Zentrum, ainsi que deux petits partis libéraux dont l'origine était liée à la création du régime républicain après novembre 1918 et le chancelier du Reich assume la fonction de commissaire du Reich pour la Prusse. Le 31 juillet ont lieu de nouvelles élections à l'Assemblée nationale. Le NSDAP obtient 230 sièges sur un total de 608, le SPD 133, le KPD 89, le Zentrum 75.

F. v. Papen songe à écarter encore plus fondamentalement l'Assemblée nationale et à procéder à une révision de la constitution. Mais le ministre de la défense Kurt von Schleicher considère que les mesures répressives nécessaires pour face à un éventuel mouvement de résistance populaire risqueraient de dépasser les capacités de l'armée. Le 6 novembre sont organisées encore des élections. Cette fois le NSDAP obtient 196 sièges sur un total de 584, le SPD 121, le KPD 100, le Zentrum 70. Le 2 décembre, Schleicher remplace Papen et constitue un nouveau gouvernement. Il tente de trouver une solution au fait que le régime souffre du manque d'une base de masse. Dans ce but il s'efforce à établir une alliance incluant les national-socialistes, et aussi les syndicats et les social-démocrates. Il échoue dans sa démarche, et n'obtenant pas de P. v. Hindenburg la dissolution, une fois de plus, de l'Assemblée nationale, il démissionne le 28 janvier 1933.

Le 30 janvier 1933 se réalise l'ultime épisode du scénario de mise en selle d'A. Hitler: le président P. v. Hindenburg le nomme chancelier. Hitler constitue un gouvernement qui va rester en place quelque mois, le temps que les national-socialistes parachèvent la dictature ouverte. Ainsi, dès le lendemain de sa nomination, Hitler dissout l'Assemblée nationale, fixant de nouvelles élections pour le 5 mars.

Parmi les traits significatifs de ces événements, on peut retenir les suivants:

a) L'existence du KPD. Compte tenu de sa position de principe et de sa force comme avant-garde du mouvement ouvrier, la bourgeoisie ne peut que le combattre de front en cherchant à l'éliminer. En particulier, sa présence à l'Assemblée nationale empêche les partis bourgeois ainsi que le SPD de déployer comme ils le voudraient la mascarade de la prétendue république démocratique. Sous l'effet aussi du facteur perturbateur que constitue sous cet angle le NSDAP, s'établit progressivement un blocage des institutions parlementaires, ce qui incite la bourgeoisie à passer outre celles-ci: c'est la caractéristique qui marque les gouvernements successifs de Brüning-Papen-Schleicher.

b) L'attitude du SPD. À l'égard du gouvernement de H. Brüning il applique une politique de tolérance, s'abstenant de participer à des votes susceptibles d'aboutir à un renversement du gouvernement. Son orientation fondamentale implique le maintien du système capitaliste et de la domination de la bourgeoisie, mais le fait qu'il garde encore un caractère de parti ouvrier implanté largement dans la classe ouvrière restreint sa marge de manoeuvre dans la collaboration de classe. C'est ainsi notamment qu'il choisit de ne pas répondre favorablement aux démarches visant à l'inclure dans une alliance avec la droite et l'extrême droite. Cela ajoute un obstacle supplémentaire à l'éventualité d'aménager le système parlementaire sans le supprimer complètement.

c) L'attitude des partis de la grande bourgeoisie ainsi que des représentants du grand capital. Les rapports entre, d'une part, leurs intentions subjectives et, d'autre part, les implications objectives de leurs actes, sont complexes. Ils adoptent à différents degrés une stratégie consistant à s'appuyer sur les national-socialistes. Mais en dehors d'un cercle relativement restreint, ils ne misent pas sur les national-socialistes de façon exclusive; ils se basent sur l'idée de se servir d'eux (sachant d'ailleurs qu'au

sein même des national-socialistes il y a quelques différenciations) tout en considérant qu'ils garderont globalement la maîtrise de la situation en associant A. Hitler à eux-mêmes dans le cadre d'alliances qui limitent sa marge de manoeuvre.

Les observations ci-dessus concernent la période d'élimination planifiée des instances parlementaires. Parmi les aspects situés dans les années antérieures, il faut évoquer toutefois les répercussions engendrées par la défaite de l'Allemagne à l'issue de la Première guerre mondiale. Pour A. Hitler, l'un des ressorts principaux de son ascension politique, c'était le thème de la réaffirmation, et du rétablissement, de la "grandeur" de l'Allemagne comme puissance pouvant tenir tête d'égal à égal aux vainqueurs, dont notamment la France. D'une part, Hitler est protagoniste efficace d'une propagande nationaliste poussée aisément au-delà des limites réalistes. D'autre part, les ambitions d'un certain nombre de représentants du grand capital se trouvent en harmonie avec cette propagande. Parmi ceux-ci l'un des plus éminents était Hugo Stinnes. À son propos, le chef de la section pour l'Europe occidentale du département d'état US note en 1922² : *"La vision de Stinnes porte loin. Il voit la route vers l'Orient qui s'ouvre de nouveau, la disparition de la Pologne, l'exploitation allemande de la Russie et de l'Italie. [...] Le cours de choses n'aboutirait-il pas en fin de compte à une nouvelle guerre, à moins que nous et le reste du monde soyons prêts à nous placer sous souveraineté allemande? [...] Stinnes, en outre, semble faire l'erreur que Bismarck a faite des années auparavant. Il veut dominer, être lui-même l'état."*

Par ailleurs, A. Hitler trouve un champ favorable à ses agissements dans la paralysie croissante, évoquée plus haut, du fonctionnement de l'assemblée nationale.

Le "combat contre le système" figurait en bonne place parmi les slogans mis en avant par les national-socialistes et leurs alliés. Voici quelques paroles de F. v. Papen, prononcées le 12 septembre 1932 :³

"Le gouvernement du Reich [...] se trouve-

rait totalement en porte-à-faux, au cas où il admettrait que selon la loi démocratique de la pendule de majorités parlementaires, pourrait lui succéder à nouveau une coalition de partis de composition quelconque [...]. Serait-il pour en arriver là que des millions de gens, durant des années, ont mené le combat contre le "système", à savoir le système de la domination de partis, qui a politisé la fonction publique, avili les charges de l'état et de l'administration publique en les transformant en sinécures, qui a laissé sombrer dans la fange d'intérêts égoïstes la grandeur de l'idée portant l'état? [...] Le gouvernement du Reich est de l'avis que, soumis au jugement porté par l'Histoire ainsi qu'aux yeux de la Nation allemande, le système de la démocratie formelle se trouve à bout, et qu'il ne peut être ressuscité."

La situation actuelle en France

Comme indiqué plus haut, la question à laquelle nous tentons de répondre est la suivante: dans quelle mesure existe-t-il actuellement en France l'éventualité que la bourgeoisie ait recours à l'instauration d'une dictature ouverte basée sur la violence non camouflée?

Il est clair en premier lieu que la domination de la bourgeoisie n'est nullement menacée ni même inquiétée par un inexistant parti communiste authentique tel que l'était le KPD. Quant au PCF, à certains égards avec aussi des différences considérables il s'apparente au SPD des années 1920. Mais sa position est trop marginale pour qu'il puisse exercer une influence significative obligeant les partis bourgeois à en tenir compte. Quant au Front national, nous n'analyserons pas ici en détail ses caractéristiques. On peut noter, en tout cas, que la plupart des commentaires provenant de différents côtés, concluent que le FN n'est pas un parti fasciste. C'est vrai y compris pour des groupes se consacrant au militantisme antifasciste; voici un exemple⁴ : *"Force est donc de constater que le FN n'est pas un parti fasciste, au sens historique du terme, car il n'a pas pour vocation de pro-*

poser un "ordre nouveau", ayant des finalités totalitaires, motivé par des penchants révolutionnaires."

Quant à l'aspiration à la "grandeur", la bourgeoisie française la cultive sans doute, comme n'importe quel état impérialisme qui se respecte. Imaginons que le grand capital du pays se lance dans des projets stratégiques de grande envergure tels que l'édification du "Grand Moyen Orient" sous hégémonie française ou la vassalisation de l'Allemagne. Pour cela il aurait vraisemblablement besoin d'imposer d'abord un régime de dictature ouverte, de façon à "convaincre" la population du bien-fondé de ses ambitions. Mais de telles visions hypothétiques relèvent de la fantaisie.

Certes, la France entreprend des opérations militaires en Afrique, au Moyen Orient, pour défendre ses intérêts en tant que pays impérialistes. Ces actions ont des motivations géopolitiques en même temps qu'elles sont liées à des représentants spécifiques du grand capital (par exemple Areva qui exploite des mines au Niger). Toutefois, dans le cadre des constellations et rapports de forces caractérisant le système impérialiste mondial actuel, il semble peu plausible que la France puisse s'engager dans une affirmation de puissance à l'instar de l'Allemagne national-socialiste. Il faut garder à l'esprit qu'à partir de 1917, l'existence de l'Union soviétique constituait un facteur primordial dans la détermination des attitudes adoptées par les puissances impérialistes.

C'est bien pour cela qu'A. Hitler pouvait jouir d'une relative liberté dans son entreprise de reconstruire à grande échelle la puissance agressive de l'impérialisme allemand, menaçant pourtant ses concurrents.

Dans le monde réel, on peut envisager par exemple l'éventualité que la bourgeoisie française finisse par considérer que la zone euro constitue un carcan qui lui est défavorable. Or, tout laisse penser que, pour mettre en oeuvre une telle orientation, il ne

lui sera guère utile d'employer les grands moyens. Ce genre d'enjeux met en lumière, au contraire, l'utilité du Front national dans le sens justement qu'il contribue à faciliter leur règlement en douceur, sans passer par des bouleversements institutionnels. En effet, dans le cas hypothétique posé, il aura fourni une contribution précieuse au conditionnement préalable, en ce sens, des idées régnantes.

Parmi les traits distinctifs qui rattachent le Front national au fascisme et au national-socialisme, figure la place accordée à la dénonciation du "système", avec un vocabulaire tournant autour de "corruption", "oligarchie", "élites", "système UMPS". Certes, en tant que parti visant à gouverner, le FN formule des morceaux de programme *plus précis*. Mais les emboitements entre propositions de mesures concrètes et propagande manipulatrice sont constants. Ainsi la dénonciation de la mondialisation et plus particulièrement de l'Union européenne exhibe un faux-semblant d'accointances envers des analyses ayant cours par ailleurs, mais elle est reliée avec prédilection aux thèmes phares tels que le rejet de l'immigration. Et le FN entretient systématiquement des liens de complicité avec des acteurs qui pratiquent les postures antisystème dans leur forme la plus floue, par exemple Dieudonné M'bala M'bala qui déclare⁵ : *"Profondément j'emmerde ce système! J'en ai rien à foutre."*

Nous avons mentionné plus haut la façon dont le rejet du "système" a été utilisé autrefois. À cet égard également, les contextes concrets, respectivement aujourd'hui et autrefois, ont des implications qui inversent le sens de ce "rejet". Le FN ne participe nullement à une quelconque tentative d'éliminer les mécanismes parlementaires. Simplement il s'appuie sur la rhétorique en question pour se construire une place comme participant précisément à ces mêmes mécanismes.

Des usages dévoyés de l'antifascisme

Les pratiques du militantisme prenant

pour cible des phénomènes considérés comme relevant du fascisme sont diverses. Leur analyse ne fait pas partie de l'objet du présent texte. Cependant, nous abordons deux versions particulières d'orientations mettant en avant la question du fascisme en France.

Le PRCF s'alarme en affirmant que *"si nous ne parvenons pas rapidement à rendre visible une alternative indépendante du PS et totalement opposée à l'UM' Pen en formation, la situation potentiellement révolutionnaire qui germe risque fort d'accélérer la fascisation et la thatchérification de notre pays en arasant tous les acquis du CNR et de la Révolution française"*⁶. Mais cette insistance sur une tendance au développement du fascisme ne constitue pas la base de l'orientation mise en avant par le PRCF.



Celle-ci procède d'une caractérisation de la situation en France définie en des termes qui renvoient directement et globalement à une interprétation s'apparentant au contexte établi à la fin de la Deuxième guerre mondiale:

"[...] le clivage politique principal dans le pays, si l'on part des intérêts réels du peuple et non des manigances d'appareils, sépare d'un côté l'oligarchie capitaliste qui veut dissoudre notre pays dans l'Union euro-atlantique de la finance, et de l'autre côté les classes populaires et moyennes qui veulent produire et décider en France tout en coopérant avec le monde entier."

Les choses étant formulées ainsi, la conclusion en découle en quelque sorte "tout naturellement":

"Ce qui impose d'unir le drapeau rouge du Travail au drapeau tricolore de la nation pour créer, non pas un "Front de gauche" étriqué, mais un large Front antifasciste, populaire et patriotique actualisant les principes fondateurs du Conseil National de la Résistance."

On se trouve en présence de schémas copiés du passé et plaqués sur la France d'aujourd'hui. (Et il n'y a pas besoin ici d'évaluer le degré de bienfondé des orientations du PCF à l'époque.) Ces conceptualisations permettent au PRCF de s'accrocher doublement à des perceptions très répandues (en laissant de côté les éventuelles coïncidences avec la rhétorique de l'extrême droite...).

En effet, d'une part, est dénoncée "l'oligarchie capitaliste". Certes, Lénine constate que "la "gestion" exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination: d'une oligarchie financière⁷ ." Il consacre même à ce phénomène tout un chapitre de son ouvrage "L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme". Justement il analyse en détail les bases de ce capitalisme monopoliste, impérialiste, dont sont partie intégrante ces oligarchies. Quant au PRCF, en employant ces termes, il ouvre grand la porte (les bras) à des personnalités et des milieux fort éloignés du communisme marxiste-léniniste.

À titre d'exemple, voici des commentaires émanant du Front de Gauche⁸ :

Les grandes écoles [...] étant donc pourvoyeurs des directions des entreprises du CAC 40 et de hauts postes de responsabilité au sein de l'État [...] Plus préoccupés de leur réussite personnelle et de faire fructifier les fonds de pension des rentiers, les portefeuilles des compagnies d'assurance, les taux de rentabilité des placements financiers de l'oligarchie financière que de développer l'économie réelle au service du bien commun, ces cadres sont coresponsables du marasme économique dans lequel s'enfoncent inexorablement la France. [...] Nous

sommes alors loin de l'idéal saint-simonien des élites sortant des grandes écoles de la période de l'après-guerre qui consistait à mettre les sciences et les techniques au service du développement industriel et de l'intérêt général. [...] on constate qu'une partie non négligeable de celle-ci [cette élite] n'a de cesse que d'affaiblir l'État, voire même de le privatiser [...].

Il faut souligner que la diffusion de ce type d'argumentation n'est pas confinée à un petit cercle d'écrivains publics auto-désignés, mais touche, du moins occasionnellement, un public plus large. Ainsi ont pu circuler par exemple, parmi des militants de la CGT, autant un texte émanant du Comité Valmy réclamant la nationalisation du groupe Alstom⁹ : *"nous réaffirmons l'urgence de confisquer aux oligarques les moyens de production nationaux, afin de restaurer un contrôle démocratique et national sur notre industrie."*, qu'un article de Loïk Le Floch-Prigent, représentant du grand patronat, publié par le magazine Challenge : *"la trahison des élites qui donnent une priorité à leur avenir personnel au détriment de celui de l'industrie française"*.¹⁰

Passons maintenant au PCMF. Il use de formulations imprécises et fluctuantes. Il déclare¹¹ : *"Le fascisme c'est la dictature brutale du capitalisme financier le plus réactionnaire."* Au premier abord cet énoncé semble conçu pour avoir un statut de définition générale du fascisme. Mais en rapport avec le contexte de la période récente, le PCMF introduit des nuances:

"C'est dans ces conditions où la bourgeoisie n'a plus en face d'elle ni camp socialiste, ni partis communistes conséquents et que domine l'esprit de conciliation que la bourgeoisie a développé une nouvelle forme de fascisme rampant, que nous appelons le fascisme moderne. Celui-ci est un processus de restauration du fascisme nécessaire à la bourgeoisie pour se maintenir.

Au nom de la sécurité, de la "lutte contre le terrorisme", l'Etat est devenu un Etat policier. Au nom de la défense de l'économie capitaliste, tous les acquis sociaux sont réduits, les lois modifiées, des décrets xénophobes sont pris contre les immigrés, les Roms, pendant que le poison idéologique

du fascisme moderne se répand dans les médias."

En principe, on lit que c'est "une nouvelle forme de fascisme", autrement dit c'est "la dictature brutale du capitalisme financier le plus réactionnaire" sous une nouvelle forme. Enfin, non, c'est plutôt "un processus de restauration du fascisme", c'est-à-dire un processus de restauration de cette dictature brutale du capitalisme financier le plus réactionnaire.

Pourquoi processus, et non pas instauration pur et simple du fascisme? Explication:

"La bourgeoisie a besoin d'une nouvelle forme de fascisme car l'ancienne n'est pas acceptée." Que vise cet argument selon lequel l'ancienne forme du fascisme "n'est pas acceptée"?

Ni la classe ouvrière ni les masses travailleuses exploitées n'ont "accepté" le national-socialisme en Allemagne, le fascisme en Italie. Par ailleurs, arrivé à ce point, ce qui est introduit comme "processus" se transforme quand même plutôt en une forme à part du fascisme. En effet le recours à "ce fascisme larvé" s'explique parce que "la bourgeoisie n'a pas encore besoin d'un fascisme qui supprime toutes les libertés, tous les partis, syndicats et organisations populaires". Mais alors il semble que la caractérisation du fascisme comme "dictature brutale du capitalisme financier le plus réactionnaire" est finalement privée de portée générale.

De fait, à travers ces ambiguïtés et imprécisions, le PCMF aboutit à une limitation du "fascisme moderne" à des phénomènes qui ne sortent en rien du cadre de la république parlementaire. "L'état renforce son appareil répressif (police, justice), le gouvernement vote des lois liberticides", "tous les acquis sociaux sont réduits", "des décrets xénophobes sont pris".

Le danger se situerait dans la sphère idéologique. "Le poison idéologique du fascisme moderne se répand dans les médias" et risque d'attirer vers lui des éléments autant de la bourgeoisie que des travailleurs:

Son idéologie [du fascisme] représente la pointe la plus réactionnaire de la bourgeoi-

sie et se fait l'élément le plus déterminé de la bourgeoisie en défendant les politiques les plus antisociales sous prétexte d' "unité nationale". [...] Parmi la bourgeoisie, une partie peut être sensible aux propositions démagogiques du programme fasciste et en cas de crise aggravée, peut basculer vers le fascisme; tout comme une partie des travailleurs trahie par la direction des partis socialistes, "révisionnistes", réformistes et des directions syndicales conciliatrices. C'est ainsi que se développe le mouvement fasciste en période de crise.

République parlementaire ou fascisme: dictature de la bourgeoisie

Pour terminer, revenons à la question initiale: l'éventualité que la bourgeoisie tente de remplacer les institutions de la république parlementaire par une dictature ouverte basée sur la violence non camouflée.

En France, c'est à partir de la révolution de 1789, que la classe capitaliste a instauré et progressivement consolidé sa position de classe dominante, sur la base des rapports de production capitalistes et à travers un appareil d'état structuré au service de cette domination. Des républiques du 19e siècle jusqu'à la 5e république, en passant par le régime de Vichy, les caractéristiques concrètes particulières de ces appareils d'état ont été variables. Mais il ne s'est jamais agi d'autre chose que de la dictature de la bourgeoisie, ayant pour fondement la mise en oeuvre de l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste. L'instauration, en France, d'un régime politique de dictature du même type que celui ayant régné en Allemagne de 1933 à 1945, n'apporterait rien de fondamentalement différent.

Dans le cadre de la lutte à mener pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et l'instauration de la dictature du prolétariat, la défense des libertés démocratiques constitue un élément important. En effet, elles représentent un facteur précieux en ce qui concerne le rapport de forces face à la classe capitaliste et au pouvoir de la bour-

geoisie. Mais cette défense des libertés démocratiques doit constamment restée subordonnée à l'objectif du renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Et cette priorité ne doit jamais être remise en cause ni obscurcie sous prétexte de danger fasciste.

Ernest

1- En 1871 fut fondé un état national allemand rassemblant un certain nombre de provinces, notamment le royaume de Prusse, sous le nom de "Deutsches Reich" ("Empire allemand"). Cette désignation fut maintenue après l'instauration de la république en 1919.

2 -George Wolfgang Felix Hallgarten: Hitler, Reichswehr und Industrie - Zur Geschichte der Jahre 1918-1933, Frankfurt am Main, Europäische Verlags-Anstalt, 1955, S. 58.

3- Discours radiodiffusé du chancelier du Reich du 12 septembre 1932

<http://www.bundesarchiv.de/aktenreichskanzlei/1919->

[1933/0000/vpa/vpa2p/kap1_1/para2_6.html](http://www.bundesarchiv.de/aktenreichskanzlei/1933/0000/vpa/vpa2p/kap1_1/para2_6.html)

4- Groupe La Canaille/No Pasaran: "Le Front National: fascisme et réaction?"

<http://nopasaran.samizdat.net/spip.php?article277>

5- Dans une interview en octobre 2008, sur le site www.fluctuat.net.

6- "Face à la crise: fascisme ou révolution? Camarades, citoyens, l'heure est à l'action" (8 septembre 2014).

<http://www.initiative-communiste.fr/billet-rouge-2/face-crise-fascisation-revolution-camarades-citoyens-lheure-laction-floreal/>

Les citations qui suivent proviennent de ce même texte.

7- V. I. Lénine, Oeuvres, Volume 22. Paris, Éditions Sociales, 1960, p. 245.

8- Parti de Gauche Midi-Pyrénées: "Grandes écoles au service de la France ou de l'oligarchie financière?" (15. septembre 2014).

<http://www.gauchemip.org/spip.php?article20176>

9- Déclaration du Comité Valmy: "Alstom doit rester Français, aujourd'hui ou demain, il devra être nationalisé!" (11 juillet 2014).

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article4521>

10- "Quand l'ex-PDG d'Elf Aquitaine cloue au pilori le patron d'Alstom" (18 septembre 2014). <http://www.challenges.fr/entreprise/20140917.CHA7790/quand-l-ex-pdg-d-elf-aquitaine-cloue-au-pilori-le-patron-d-alstom.html>

Le Floch Prigent a été successivement Directeur de Cabinet du Ministre de l'Industrie Pierre Dreyfus (1981 1982), Président Directeur Général de Rhône-Poulenc (1982 1986), Président-Directeur Général d'Elf Aquitaine (1989 1993), Président de Gaz de France (1993 1996), Président de la SNCF (1995 1996).

11- Fascisme moderne, guerre populaire, montée de l'extrême droite: les maoïstes auraient-ils raison? (7 octobre 2010).

<http://drapeaurouge.over-blog.com/article-fascisme-moderne-guerre-populaire-montee-de-l-extreme-droite-les-maoistes-auraient-ils-raison-58431418.html>

Les citations qui suivent proviennent de ce même texte.

Notes sur les partis politiques mentionnés dans le texte

Le Deutsche Staatspartei (DStP)

Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate d'Allemagne, SPD)

Fondé en 1875 à Gotha par la fusion entre le Sozialdemokratische Arbeiterpartei Deutschlands (Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne, SDAP) avec August Bebel et Wilhelm Liebknecht comme principaux dirigeants, et l'Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (Association générale ouvrière allemande, ADAV) de Ferdinand Lassalle. Le nouveau parti porte d'abord le nom Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, SAPD) et change son nom en SPD en 1891.

Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communiste d'Allemagne, KPD)

Le Congrès constitutif du "Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus)" se tient du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919. Il rassemble essentiellement les militants communistes qui, sur la base d'une opposition interne à la direction du SPD s'étaient regroupés au sein du "Groupe Spartakus", puis avaient été exclus du parti.

Deutsche Zentrumspartei (Parti allemand du centre, Zentrum)

Fondé en 1870 en tant que représentant politique du catholicisme. Après la Deuxième guerre mondiale, ses principaux dirigeants contribuent à la formation de l'actuel Christlich-Demokratische Union Deutschlands (Union chrétien-démocrate d'Allemagne, CDU).

National-sozialistische deutsche Arbeiterpartei (Parti ouvrier national-socialiste allemand, NSDAP)

Issu en février 1920 du Deutsche Arbeiterpartei (Parti ouvrier allemand, DAP, fondé en janvier 1919) par un changement de nom. Après avoir participé au DAP, Adolf Hitler devient président du NSDAP en juillet 1921.

CONFERENCE DU ROCML DU 6 ET 7 DECEMBRE 2014 RAPPORT SUR LA QUESTION DU FRONT NATIONAL

La question du Front national et du fascisme est aujourd'hui d'actualité dans le mouvement communiste en France. En effet, beaucoup de communistes issus des partis et organisations révisionnistes craignent l'arrivée du fascisme en France.

Le ROCML a déjà analysé les conséquences de cette peur entretenue par le personnel politique bourgeois. A chaque élection, le prétexte de s'opposer au danger fasciste conduit les éléments contestataires à se réfugier dans les bras de la social-démocratie et du PS, à perpétuer l'alternance électorale droite -gauche, évitant la crise politique et donc à préserver au final le système bourgeois, plutôt que de le renverser.

Le ROCML a déjà établi, dans ses diverses publications, que :

- a) Il est erroné politiquement de mettre en avant un quelconque danger fasciste. En l'absence d'un mouvement révolutionnaire qui menacerait la bourgeoisie tant dans sa gestion du pays que dans sa politique extérieure et impérialiste, le système de république démocratique reste le meilleur moyen pour tromper et dominer le peuple.
- b) Le FN est un parti bourgeois classique d'extrême droite qui vise à prendre le pouvoir au sein du système parlementaire bourgeois.
- c) Le FN est un Parti raciste et xénophobe qui vise à diviser la classe ouvrière pour le compte de la bourgeoisie, et à retarder la prise de conscience révolutionnaire des prolétaires.
- d) Le FN est utilisé par la gauche ou la droite pour se garantir le pouvoir. Aujourd'hui, le FN est le 3ème parti qui pourrait être utilisé pour sauver le système démocratique bourgeois. Il fait partie des options dont dispose la bourgeoisie française pour garantir ses intérêts. (...) **suite du document à lire sur notre site :**

<http://rocml.org/conference-du-rocml-du-6-et-7-decembre-2014/>

Alain SORAL

Derrière le masque anticapitaliste et antisioniste un démagogue d'extrême droite.

Alain Soral est un « idéologue » de l'extrême droite française ancien cadre au CC du Front National de 2007 à 2009 et aujourd'hui président du collectif « Egalité & Réconciliation ». Il est avec l'humoriste Dieudonné la figure de la droite extrême à droite du FN. Son programme politique qui selon lui n'en est pas un mais seulement un ensemble de propositions est issu de la plus pure tradition de l'extrême droite en témoigne le slogan d'Egalité & Réconciliation : « Gauche du travail, droite des valeurs » qui réunis sur son site internet des personnages sans liens politiques comme Poutine, Chavez, Guevara, Castro, pour le « travail » et Alain Soral lui-même (!) et Jeanne d'Arc pour les « valeurs ». (...)

Lire la suite sur : <http://rocml.org/soral-demagogue/>

IMPORTANTE TACHE DES COMMUNISTES

Elever le niveau de conscience de la classe

Dans la VDC N°10 un premier article avait abordé les difficultés du mouvement ouvrier et les tâches que la situation de la classe impose aux communistes. Nous avons essayé de montrer la réalité de l'état de la classe sur le plan organisationnel, sur la lutte politique et économique et leur interaction et donc sur le niveau actuel de conscience de classe. Dans cet article nous continuerons à approfondir le sujet en cherchant comment - en partant de leur situation actuelle - entraîner les prolétaires à prendre conscience d'appartenir à une classe pour elle-même, poursuivant ses objectifs politiques propres, indépendants de ceux de la classe dominante et des différentes couches petites et moyennes de la bourgeoisie.

On ne peut pas rester simplement sur le constat de la domination de l'idéologie de la bourgeoisie qui empêche la classe de s'organiser pour lutter pour ses propres intérêts. Il faut comprendre pourquoi il en est ainsi pour envisager ce qu'il est possible de faire pour transformer cette réalité. Le rapport entre la nécessité, ici la situation concrète de la classe et la liberté de transformer cette réalité, Lénine l'exprime ainsi, en reprenant Engels : *"...Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est la conscience de la nécessité - La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise- La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en œuvre méthodiquement pour des fins déterminées."*

L'incompréhension de ce rapport dans la lutte des classes, entre l'état de la classe et sa conscience a fortement déterminé la na-

ture souvent volontariste, subjectiviste de notre travail vers et dans la classe. La société n'est pas statique, elle est en constante transformation et le rapport de forces entre classes aussi.

En permanence de nouveaux éléments rejoignent les rangs du prolétariat. La classe qui domine et qui l'exploite est minoritaire dans la société et diminue relativement toujours plus par rapport aux travailleurs. Mais sa force et son pouvoir elle le tient de son degré élevé d'organisation (Etat, police, syndicats, multinationales, armée, médias...) Qu'est-ce qui empêche le prolétariat d'en faire de même, de s'arracher à la soumission au capital et de s'engager sur une voie révolutionnaire?

Dans ce domaine on pourrait écrire plusieurs articles ou même des livres, mais on serait toujours loin de répondre à la vraie question: tant que les communistes n'arriveront pas à organiser la fraction la plus consciente du prolétariat, toutes nos thèses et analyses attendrons d'être vérifiées.

Ici il faut reprendre ce que nous avons dit dans de précédents articles. Cette tâche d'organisation n'a pu, en France, être menée à bien après des décennies de lutte des Marxistes Léninistes. IL en est de même au niveau international, la crise du mouvement communiste ne pourra être surmontée qu'à partir du travail au sein de classe ouvrière.

Ce travail, le ROCML en toute humilité, conscient de ses faibles forces s'est donné pour tâche de l'entreprendre.

IL faut d'abord comprendre que la classe ouvrière n'a jamais été une classe monolithique. N'avoir pas pris en compte cette réalité a conduit les marxistes à des incompréhensions et des positionnements étrangers au marxisme. La classe n'est pas statique, elle est vivante. Ainsi aux côtés du

prolétaire de longue date elle accueille des éléments expulsés des couches et classes moyennes (petits bourgeois, paysans...) par la soumission toujours croissante de la société aux lois du capital.

Comme l'explique Lénine, le paysan pauvre, devenu rivé à l'usine par le capital, rêve longtemps de "retourner à son village, et exploiter un petit bout de terre". Aujourd'hui ce processus continue. Un travailleur immigré qui arrive en France appartient souvent à une couche sociale non prolétaire et il rêve de réussir à s'élever au-dessus de sa condition. Mais en France il devient un prolétaire dans la grande majorité des cas. La conscience de cette couche immigrée est très loin de la conscience de classe prolétarienne. Sa volonté de s'en sortir individuellement (reflet de la forme principale de domination d'idéologie bourgeoise) entre en contradiction avec sa nouvelle condition qui l'oblige à se soumettre aux règles du système capitaliste. Il est mis en concurrence permanente avec les autres salariés. Ainsi quand un étudiant diplômé bac+5 et plus, travaille temporairement comme serveur, vendeur, cela peut avoir deux effets contradictoires : créer une instabilité au sein de la classe en caressant le rêve d'échapper à sa condition de prolétaire, mais sa formation intellectuelle à analyser une situation peut jouer un rôle positif pour la lutte. Devant cette réalité seule une véritable organisation prolétarienne peut permettre à la classe de surmonter les difficultés mais aussi d'exploiter ce qui est potentiellement porteur de renforcement de la conscience de classe. Quand elle n'existe pas la classe ouvrière n'a aucune conscience de son existence et donc de sa force économique et politique.

La classe ouvrière n'existe en tant que classe pour soi dans la société que dans son mouvement pour ses revendications politiques et sociales entraînée dans ce mouvement par son organisation communiste. Nous avons déjà abordé ce problème dans les numéros précédents de notre journal. Seule la conscience classe permet de dépasser l'échelon local, branche, usine, chantier...et toutes sortes de corporatismes. Elle ne peut naître spontanément,

aussi nous allons essayer d'abord de comprendre les conditions objectives qui s'opposent au développement de la conscience de classe.

La plus importante c'est cette division objective qu'est la division du travail dans la société capitaliste, division qui s'impose aux travailleurs et les met en concurrence les uns avec les autres. Elle détruit la confiance en soi, elle détruit la confiance envers les autres. Dans une lutte pour des revendications économiques dans une entreprise, on est très loin de toute lutte politique mais il faut déjà avoir obtenu un minimum d'unité chez les travailleurs. A chaque lutte correspond un niveau conscience donné sur les buts visés et sur l'organisation et la forme de la lutte. Sans une prise de conscience de classe même embryonnaire toute lutte même la plus simple ne peut être menée.

L'évolution de la division du travail capitaliste, la forme qu'elle prend aujourd'hui de par sa généralisation au monde entier, impose à la classe ouvrière de modifier elle aussi ses formes et mode d'organisation. Mais l'inertie est grande. La prise de conscience et l'analyse théorique nécessaire pour répondre à ces nouveaux défis sont toujours en retard par rapport à la réalité. Aujourd'hui travailler dans la classe impose aux communistes de réaliser ce travail théorique. Sans entreprendre cette tâche, ni l'unité de la classe ni le parti politique ne sauraient être obtenus.

Dans cette situation on peut comprendre la difficulté pour les travailleurs de mener toute lutte de classe victorieusement. Les centrales syndicales sont sous influence politique et idéologique de la bourgeoisie et soumettent la classe ouvrière à la domination de la bourgeoisie et à la réalisation de la politique du patronat et de son gouvernement.

L'expérience du mouvement ouvrier et communiste du XXème siècle est pour nous communistes une grande aide pour comprendre et agir aujourd'hui.

« Les organisation ouvrières pour la lutte économique doivent être des associations professionnelles. Tout ouvrier social-démocrate doit soutenir ces organisations et y travailler activement....Laissons participer à

l'union corporative tout ouvrier qui comprend la nécessité de s'unir pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Le but même des unions corporatives ne saurait être atteint, si elles ne groupaient pas tous ceux à qui est accessible au moins ce degré élémentaire de compréhension, et si ces unions corporatives n'étaient pas des organisations très larges. Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elle, influence exercée non seulement par le développement "spontané" de la lutte économique, mais aussi par l'action consciente et directe de membre socialiste de l'union sur leurs camarades. »()

Que pouvons-nous retenir aujourd'hui de ces recommandations :

- Que les organisations économiques, corporatives(ou professionnelles) des prolétaires doivent être les plus larges possible.
- Que tous les ouvriers communistes doivent travailler au sein de ces organisations.
- "Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles".

La tentation de créer en dehors des syndicats une organisation à caractère syndical « de lutte de classe » censé regrouper les syndicalistes de lutte de classe est vouée à l'échec et ne fait que détourner l'énergie des communistes qui doivent s'investir dans les syndicats, à la fois pour mener la lutte quotidienne et contre les attaques du gouvernement et créer ainsi une zone d'influence pour leur activité politique.

Cette influence sur la classe le communiste s'appuie "non seulement par le développement "spontané" de la lutte économique », mais aussi par son « action consciente et directe » vers les membres du syndicat.

Mais cette activité ne peut être capitalisée, transmise, consolidée que par l'organisation communiste. Sinon les fruits de l'activité d'un communiste isolé sont perdus pour la classe.

Pourquoi ? Car une organisation professionnelle ou corporative est toujours menacée de disparition ou d'éclatement (fermeture d'usine ou réorganisation en plusieurs entités etc...) par la réorganisa-

tion économique, par une nouvelle division du travail. La bourgeoisie se sert souvent de ce levier pour briser l'unité de la classe.

Seule l'organisation communiste peut assurer une continuité et continuer à promouvoir et organiser le travail syndical et politique. C'est ce que l'histoire du mouvement ouvrier nous montre. Ce sont les communistes organisés dans le Parti qui ont quels que soient les circonstances combattu pour l'unité politique de la classe et pour l'unité syndicale. Mais la bourgeoisie a une longue expérience du pouvoir et elle aussi a su tirer des leçons de l'histoire à son avantage.

Diviser pour mieux régner, c'est pourquoi elle favorise le développement de tout ce qui peut diviser la classe ouvrière et tous les travailleurs:Le chauvinisme, le nationalisme, le régionalisme,les guerre de religions, l'âge(vieux-jeune), sexe(femme-homme), immigrés-travailleur nationaux...etc. Mais le capital lui n'a pas de patrie, n'a pas de pays, n'a pas de nation, n'a pas de religion. Il va là où il y a du profit à réaliser. Où est le patriotisme de ces bourgeois grands "patriotes" qui s'expatrient pour ne pas payer des impôts !

Aucune morale ne peut s'opposer à l'exploitation l'homme par l'homme. La destruction, l'asservissement d'un pays n'a jamais pour but de défendre les intérêts du prolétariat. Aujourd'hui la sale guerre que mène Israël contre le peuple Palestine, n'enrichit pas les travailleurs Israéliens au contraire. C'est la bourgeoisie sioniste et l'impérialisme qui tirent profit de cette guerre. Il en est de même pour toutes les guerres impérialistes menées par la France. Les conséquences de l'évolution de la division du travail dans l'économie capitaliste engagée dans les années 1975-80. N'ont pas été sans conséquences sur l'organisation et la lutte de la classe. A partir de 1980 la destruction massive de la grande industrie ou sa délocalisation, la flexibilité et la mobilité de l'emploi ont eu pour conséquence la destruction des grandes concentrations industrielles en France et fait disparaître ou réduire la taille et la force des organisations ouvrières traditionnelles.

Cette évolution de la division du travail a nourri l'illusion que les conflits de classe

relevaient du passé et étaient remplacés par le conflit entre régions au niveau mondial. La réaction du « petit patronat » sous-traitant des grands monopoles victimes aussi de cette transformation a trouvé le mouvement de breton des "bonnets rouges" pour s'exprimer. Le capital a continué à s'investir là où du profit peut être réalisé. Le capital n'est pas sentimental et patriotique ! Et ce n'est pas une question de volonté pour le capitaliste, c'est une question de survie. Il ne peut faire autrement. Aucune solution comme la ré-industrialisation prônée par des dirigeants politiques et syndicaux ne peut le sortir de ses difficultés. Le Capitalisme devient une force de plus en plus destructive. Il ne peut y avoir de solution dans le cadre de ce système.

Notre première cible, doit être l'idéologie bourgeoisie et les formes qu'elle prend dans la classe. Le réformisme en est une, il empêche objectivement le développement de mouvement ouvrier on doit être notre cible. Il faut savoir déterminer sur le lieu de travail quel est l'obstacle qui empêche les travailleurs de s'organiser pour la lutte collective. En France, aujourd'hui 86 % des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 10 personnes. Parfois il n'existe même pas de syndicat d'entreprise, donc avant toute chose il nous appartient d'en créer un. Le syndicat crée se pose le problème de quelle politique syndicale doit-on mener. Devant les difficultés, Il est facile alors de tomber dans le travers de la critique systématique des réformistes, des dirigeants corrompus, de la bureaucratie syndicale et penser que la classe se réveillera toute seule et se débarrassera des éléments corrompus.

Mais sans mobiliser, organiser l'unité des travailleurs pour l'action cela n'arrivera jamais. Sans mobilisation des travailleurs, la conscience de classe ne développera pas. Ce n'est pas le mode ou le type d'action qui détermine le succès ou non d'un mouvement et la prise de conscience. Mais comme depuis des décennies un Parti communiste, enraciné dans la classe n'existe pas, les communistes doivent tout reprendre à zéro sur les plans Idéologique, politique, or-

ganisationnel et dans la pratique quotidienne. C'est pour cette raison que nous nous trouvons dans la première phase d'un processus de construction du Parti qui correspond essentiellement à rallier les éléments les plus conscients de la classe ouvrière.

Le réformiste se retranche souvent derrière cette constatation évident pour tous « aujourd'hui il n'existe pas de situation révolutionnaire ». Mais cela ne nous dispense pas de mener une propagande révolutionnaire, de mener la lutte avec des tactiques à caractère révolutionnaire. La tactique révolutionnaire ne consiste pas simplement à brandir le drapeau rouge à prôner constamment la révolution. Quelle tactique peut unir les éléments combattifs de la classe. Quelle tactique pour mener une grève, une occupation, une rencontre nationale des travailleurs en lutte....etc. Comment agir avec nos forces limitées par rapport à l'ampleur du travail à réaliser. L'aiguillage des contradictions de la société capitaliste, les crises et la guerre qui ravage la vie quotidienne, l'impasse de la société capitaliste sont des conditions favorables à notre lutte. On peut trouver mille moyens pour mener la lutte quotidienne, l'organiser et obtenir des succès même les plus simples. Les possibilités existent pour mener la lutte de la classe ouvrière dans une perspective communiste contre le capitalisme qui ne peut répondre aux besoins du prolétariat et de tous les travailleurs.

Si la situation n'est pas aujourd'hui révolutionnaire, la classe ouvrière est la seule classe qui peut révolutionner la société et pour ce faire elle a besoin de sa propre organisation prolétarienne révolutionnaire. Voilà la tâche principale des communistes. Aujourd'hui tout militant qui se dit communiste doit s'engager dans la construction cette organisation. Les communistes qui doutent de cette nécessité ou la rejettent à des temps plus propices en retardent de fait la réalisation. Car seul le travail collectif organisé peut élever les capacités individuelles de chacun pour le profit de tous.

LECONS D'UNE GREVE CHEZ VINCI

Le 13 Février une grève sur les chantiers de VINCI se terminait victorieusement une semaine après avoir été déclenchée. Elle fut précédée d'un travail de préparation et d'information de militants syndicaux dévoués à leur classe. Pour nous communistes, sa portée dépasse la simple question des augmentations de salaires obtenus, car la mobilisation des travailleurs de plusieurs entreprises impliquées sur les chantiers de VINCI, la solidarité qui s'est exprimée entre eux dans la lutte, ont fait naître ou renaître chez les travailleurs la conscience qu'ils appartiennent à une classe aux intérêts diamétralement opposés à ceux du capital. Prise de conscience nécessaire (voir l'article précédent) pour qu'ils s'érigent en classe politiquement indépendante de la classe bourgeoise, donc en Parti et conduisent la société vers une société nouvelle, socialiste sans exploitation de l'homme par l'homme.

Nous publions ci-dessous l'analyse qu'en fait un camarade ayant participé à la grève. Qu'elle soit source d'inspiration et d'encouragement pour les communistes dans leur activité militante.

Après la grève de l'an passé chez Vinci qui avait démontré la capacité de mobilisation des travailleurs pour leurs revendications, le collectif CGT Vinci-CGT a décidé, avant que la NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) commence, d'organiser un rassemblement devant le siège de Vinci à Rueil-Malmaison le 6 novembre 2014. Le collectif CGT Vinci IDF s'est particulièrement impliqué dans cette initiative. Plus de 500 salariés ont répondu à l'appel. Cette forte mobilisation a conduit plusieurs délégués de divers syndicats, notamment de la CGT et de la CFDT, à envisager un prolongement à cette action.

Le 7 janvier des délégués de 15 entreprises se réunissent à Rungis, en intersyndicale. Tirant les leçons de la grève de l'an dernier il fut décidé qu'aucune NAO ne serait signée séparément dans chaque entreprise avant d'avoir obtenu une négociation avec VINCI. Un premier tract d'information fut largement distribué aux travailleurs avec comme date butoir de réaction de VINCI le 28 Janvier. Une deuxième réunion de l'intersyndicale fut fixée au 4 février 2015. Ce jour-là constat fut fait que Vinci ignorait l'intersyndicale et manœuvrait pour diviser et régner. Mais Vinci n'a pas réussi à diviser l'intersyndicale. Dans aucune entreprise un accord NAO n'a été signé. Jamais aupara-

vant, autant d'entreprises n'avaient mené une telle action collective concertée.

Pour enrayer le mouvement collectif naissant, Vinci dans certaines entreprises a proposé des augmentations pour empêcher



la grève. Un exemple, chez SOGEA (un des points forts syndical) elle a proposé 1.5% d'augmentation générale pour les ouvriers qui touchent moins de 2500 euros/brut, avec l'argument "pour 0,5% de plus que vous demandez cela ne vaut pas le coup de faire grève". La réponse a été claire et nette, Le 4 février, L'intersyndicale lance un mot d'ordre de grève reconductible à partir du lundi 9 février 2015. Les salariés ont massivement répondu à l'appel sur les chantiers et se sont mis en grève pour des augmentations de salaires et d'autres revendications annexes sur la base d'une revendication de 2% d'augmentation générale des salaires pour tous au minimum. La CFDT proposait 1.5 % mais la CGT

ne l'a pas accepté. Aujourd'hui la pratique a montré que c'était une erreur de baisser la barre des revendications.

Les propositions des directions des entreprises VINCI (entre 0,3 et 0,5% en moyenne d'augmentation de la masse salariale) ont été majoritairement refusées par les délégués syndicaux.

Alors que le Groupe VINCI annonce 2,5 milliards de résultats en 2014, et bénéficie de toutes les mesures gouvernementales (CICE, pacte de responsabilité, ...) : c'est l'austérité salariale pour les salariés !

Le premier jour de grève, seul le blocage de la circulation des marchandises et des camions de béton fut organisé. Le deuxième jour le blocage fut total. A l'exception de tout ce qui concernait la sécurité et la santé. Citons parmi les chantiers touchés par la grève :

La station de traitement des eaux d'Achères.

La Canopée à Chatelet-Les Halles.

Le stade ARENA à Nanterre.

Le chantier SMAROV à St-Cyr l'école.

Le chantier Veolia à Aubervilliers.

Cette grève a été massive, du jamais vu depuis plus de 30 ans en Ile de France et dans le bâtiment : plusieurs centaines de



travailleurs en grève (près de 700), 5 grands chantiers bloqués ainsi que plusieurs autres chantiers des entreprises BATEG, Dumez, GTM, SICRA, SOGEA IDF, TPI, CBC ... Sur l'ensemble de l'Ile-de-France, sur les grands chantiers ce sont près de 2000 ouvriers qui n'ont pas travaillé. Ce mouvement a même suscité une autre grève pour

une prime de chantier chez le NGE-Gantoli.

Après 4 jours, la grève s'achève victorieusement le Vendredi suivant. Le mouvement démarré collectivement sur la plupart des grands chantiers se termine aussi en même temps, sans qu'il s'essouffle. C'est déjà une grande réussite d'une mobilisation collective. Le silence des médias a été assourdissant sur cette grève massive d'une semaine. L'esprit de solidarité et la ténacité, dans l'organisation de la grève (malgré le manque de préparation sur certains chantiers) fut incroyablement élevé. Soulignons le courage des camarades combattifs qui se sont mobilisés dès 4-5 heures du matin durant toute la grève. IL faut aussi remercier les ouvriers non-grévistes de certaines entreprises qui n'ont pu travailler du fait des blocages des chantiers et qui ont manifesté leur solidarité avec nous. Malgré les tentatives de leur direction de les monter contre les grévistes au nom du 'droit du travail' et qui ne voulait pas les payer. Aussi, l'esprit « un pour tous, tous pour un » conscience élémentaire d'appartenir à une même classe exploitée s'est manifesté avec force.

Pour faire face aux patrons, il n'y avait pas que des délégués, il y avait la classe ouvrière. Les délégués ont été portés et poussés par les travailleurs, ainsi les négociations NAO chez DODIN se sont déroulées sur le lieu de grève sous le contrôle des travailleurs en grève.

La solidarité de la CGT-FNSCBA s'est manifestée par le déplacement du secrétaire de la FNSCBA et de plusieurs secrétaires fédéraux, qui ont apporté leur soutien aux grévistes. Certains patrons de Vinci, ont osé envoyer le SMS suivant aux élus : "n'écoutez pas les personnes extérieures à l'entreprise". Génial ! Aucune entreprise de Vinci, ne peut seule prendre des décisions sans l'aval du « pouvoir central » extérieur, mais on nous demande de ne pas écouter nos camarades de l'extérieur ! La bourgeoisie veut éviter à tout prix que les travailleurs agissent comme une classe, une force collective, mais comme des individus serviles. Mais là aussi Vinci a échoué.

Certains pensent que nous n'avons pas atteint complètement nos objectifs. Mais pour juger d'un succès ou d'un échec il faut envisager l'ensemble du mouvement et sa préparation. Sans le succès du 6 novembre, la préparation de la lutte, la formation d'une intersyndicale aurions-nous obtenu ce que nous avons obtenu ?

Ce fut une grande victoire régionale qui n'a pas de précédent et qui permet d'espérer d'autres mobilisations plus importantes, seules garantes de succès plus importants. Penser que l'on peut s'en sortir seul est une illusion. Le patron nous accuse de refuser



des augmentations individualisées. Mais pourquoi se fait-il tirer l'oreille pour augmenter l'ensemble des salariés? C'est qu'il sait lui, qu'il y a une contradiction totale entre son intérêt de patron (gagner le plus possible sur le dos des ouvriers) et augmenter les salaires. Ce que les ouvriers gagnent en plus c'est ce qu'il gagne en moins ! C'est la bataille éternelle entre la bourgeoisie et classe ouvrière tant qu'existera le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme.

Notre grève et sa réussite a servi d'exemple à d'autres grèves comme sur le chantier Achères, chez NGE où les travailleurs ont obtenu 150 euros/mois, de prime de chantier que leurs patrons leur refusaient depuis le début de chantier (juillet 2014).

Encore une fois, cette grève nous a montré que la question de l'organisation et la conscience d'appartenir à un collectif, à une classe aux intérêts en opposition totale avec ceux du patronat, sont fondamentales. Là où une lutte donne des résultats, c'est

qu'une force organisée collective existe, et là où se construit une force organisée, des luttes fructueuses peuvent se mener. Là où il y a eu une résistance sans faille, des organisations syndicales d'entreprises solides, formées de militants convaincus, les patrons se mordent les doigts.

Pour mener la lutte correctement, pour avoir une perspective de classe et organiser la lutte dans un esprit collectif, le militant ouvrier doit se battre avec et dans sa classe.

Cette lutte et les luttes des dernières années nous ont instruits sur le fait suivant: Nombre de négociations n'en sont pas vraiment car elles ne s'appuient sur aucun travail sur le terrain. Nombre de délégués ne font pas confiance aux travailleurs. Ils sont sur le terrain défavorable de la soumission au patronat, dans la recherche systématique d'un compromis sans rapport de force et qui se termine souvent mal pour les travailleurs.

Patronat et salariés, nous ne sommes pas des « partenaires sociaux » comme on veut nous en persuader. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas sur un pied d'égalité avec nos patrons. Alors que le mouvement de grève était au plus haut et nous mettait en position de force, certains délégués syndicaux, à l'encontre de la décision de l'intersyndicale ont tenté de négocier seuls ou n'ont pas su résister face aux pressions de leurs patrons. Ce comportement a dès le début affaibli le rôle de l'intersyndicale qui n'a pu jouer pleinement son rôle d'interlocuteur central pour les négociations et pour coordonner la lutte. Mais les délégués CGT ont été fermes et ont défendu le principe « on a commencé ensemble on finira la grève ensemble ». Il faut bien comprendre que cette situation qui a affaibli la force du mouvement n'est pas le résultat d'un comportement d'un ou deux délégués « achetés par le patronat ». Le caractère et le comportement individuel est secondaire et n'est que l'illustration de l'état de conscience de classe et de l'organisation syndicale. Souvent en fait il n'existe pas de véritable syndicat d'entreprise qui fonctionne vraiment, mais des individus syndiqués. Même quand la CGT est la seule représentante sur une entreprise, il n'y a pas fonctionnement collectif. Par contre le

patron, avec sa force et son pouvoir économique, sa discipline, son service du personnel (DRH), la mobilisation des cadres (certaines cadres avouent "je suis obligé de suivre"), ses règles disciplinaires, ses mesures discriminatoires vers les meneurs de la lutte... est très bien organisé. Nous ne pouvons en dire de même sur beaucoup d'entreprises pour les syndicats.

Certains syndicats ou délégués au lieu défendre l'intérêt général défendent leur situation, et leur faiblesse ou leurs intérêts sont au cœur de leur activité. Ce comportement conduit les travailleurs à perdre confiance en leur force, et il n'est pas possible pour eux de faire l'expérience que leur lutte unie les conduits à faire plier le patronat.

On sait que la CFDT ou la CFTC au niveau national sont des « partenaires » du gouvernement qui promulgue des lois contre l'intérêt des travailleurs. Nous avons néanmoins œuvré pour qu'existe une intersyndicale car l'unité des salariés et l'unité syndicale à la base est favorable à la lutte et nous nous y serions opposés dans le cas contraire ou si au cours de la lutte elle était devenue un obstacle.

S'est posé au cours de la lutte le problème d'une possible unité ouvriers, etams et cadres. L'unité absolue entre ces trois catégories est un rêve tout éveillé. Plusieurs raisons à cela. Si formellement ces trois catégories ont en commun d'être des salariés, ils ne jouent pas le même rôle dans la production. Les ouvriers sont directement au cœur de la production, ils ont un lien étroit, direct avec la production. Les etams et cadres sont dans les bureaux, ils ont des tâches qui mettent en avant leur individualité. La notion de "mérite individuel" est bien acceptée par les etams et cadres au contraire des ouvriers. Le patron utilise très bien cette différence d'état d'esprit pour manipuler et diviser les salariés.

Néanmoins il faut savoir identifier ce qui peut amener les etams et une fraction des cadres à la lutte ou du moins se montrer solidaire de celle-ci. En excluant les cadres supérieurs qui ne seront jamais solidaires des travailleurs car ce sont en fait des patrons. Pour mener un mouvement

commun, il faut bien distinguer les revendications de chacun et les limites objectives de la lutte engagée.

C'est dans la lutte que se révèlent les positions de chaque organisation et leur tactique. Grâce la lutte on peut également savoir à qui on a à faire. La lutte est à la fois sélective et unificatrice. Elle permet de savoir qui a vraiment envie de se battre. Une anecdote: Un ouvrier de chez Efiage a été solidaire de la grève sur le chantier d'Achères. Son patron a aussitôt décidé de le muter ailleurs. Lors du dernier jour de grève, les grévistes ont rendu hommage à cet acte de solidarité et demandé la réintégration de ce camarade sur le chantier en menaçant de poursuivre la grève. Finalement ce travailleur est revenu sur le chantier. C'est la Solidarité entre les travailleurs qui l'a permis. Belle illustration d'une prise de conscience d'appartenir à une même classe.

C'est dans la lutte que les travailleurs font l'expérience concrète de la lutte de classe, que leur conscience s'éveille et se consolide. Les militants combatifs ont là un terrain favorable pour leur faire comprendre que tout acquis est une victoire, mais une victoire temporaire, sans cesse remise en question par le patronat ou le pouvoir. Il ne faut pas oublier que les lois votées au niveau national par le parlement sans y être forcées par la lutte des travailleurs ne sont jamais en notre faveur. Voir les lois ANI ou actuellement la loi Macron. Toutes en faveur du patronat.

Voilà pourquoi les travailleurs doivent élever leur niveau de lutte, ne pas se cantonner à des revendications locales ou régionales, mais les élever au niveau national en une lutte de toute la classe contre le pouvoir politique de la bourgeoisie vers le but vers lequel l'histoire les entraîne, l'abolition de leur état d'esclaves du capital.

Un militant syndicaliste gréviste

LA LOI MACRON UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

En pleine actualité "favorable" à la bourgeoisie, le ministre des finances a fait passer un projet de loi, qui vient casser toute sécurité de l'emploi et fait revenir les conditions de travail à un autre temps.

Alors que la CGT connaît actuellement une crise en son sein, déboire du secrétaire général poussé vers la sortie, l'unique syndicat en capacité à mobiliser les travailleurs contre cette loi est paralysé. En preuve la très faible mobilisation du 26 janvier contre

le projet Macron où la confédération de la CGT, plus occupée à remplacer le secrétaire démissionnaire qu'à organiser un mouvement, a laissé libre l'initiative aux Unions Départementales, Locales et syndicats d'entreprise ce qui en conséquence a créé un flou général chez les syndiqués qui ont déjà du mal à se mobiliser ordinairement.

L'opinion publique quant à elle est plus préoccupée par la prétendue "islamisation" de la France, suite au traumatisme qu'a créé l'attentat du 7 janvier plutôt que par les incessantes attaques du capital sur nos conditions de travail et de vie.

La loi Macron, une loi avant tout contre les travailleurs

Après un an et demi de la loi dite de "sécurisation" de l'emploi qui avait déjà largement facilité les licenciements économiques permettant au patronat d'outré passer la direction du travail et ses inspecteurs et de conclure un PSE par un accord d'entreprise qui prends le dessus sur le code du travail, Macron vient avec une loi qui soumet encore

plus les salariés à un degré supérieur de précarité. En effet la loi Macron va faciliter les licenciements et ce de plusieurs manières : « Le critère d'ordre des licenciements pourrait être décidé à un niveau inférieur à celui des entreprises, c'est-à-dire que l'employeur pourrait choisir de virer qui il veut. Autre dérapage inquiétant, les moyens du plan social devraient être proportionnés au niveau de l'entreprise et non plus au niveau du groupe. Ainsi, même si une multinationale est florissante, seuls les résultats de l'unité économique en difficulté seraient pris en compte, ce qui risque considérablement d'amoindrir les moyens des PSE, donc l'indemnité des salariés. Dans la même veine, l'employeur pourrait se défaire d'une partie de son obligation de reclassement. Le salarié qui souhaite être

recasé dans une entreprise du groupe à l'étranger devrait demander à son patron de consulter une liste d'offres ! Encore plus pervers, si le tribunal administratif annule

l'homologation du PSE par la DIRECCTE pour insuffisance de moyens, cela n'annulera plus le licenciement »(1)...

Ainsi, le patronat aura la quasi liberté de licencier qui il veut quand il veut et ce sans motif. Ce fait pourrait ainsi faire retourner les travailleurs à un autre temps où l'ouvrier syndicaliste ou même simplement contestataire se faisait li-

licencier et inscrit sur une

liste noir par le patronat et vivait alors dans la pauvreté et le chômage. C'est un coup dur pour l'ensemble des travailleurs et particulièrement pour les syndicats d'entreprises qui doivent absolument se battre pour barrer la route à ce projet.

Il faut que tous les militants présents dans les entreprises lancent le mot d'ordre dans leurs syndicats de combattre le projet Macron et revendiquer l'abrogation de cette loi et de toutes les précédentes qui viennent



s'attaquer directement aux conditions de travail de la classe prolétarienne et aussi affaiblir les syndicats d'entreprises derniers foyers de luttes économiques.

Il faut que les communistes influencent dans le sens d'une lutte classe contre classe contre la bourgeoisie en s'appuyant sur leurs syndicats d'entreprises.

ABROGATIONS DE TOUTES LES REFORMES PASSES ET PRESENTES
QUI AFFAIBLISSENT LE PROLETARIAT
MENONS LA LUTTE POUR ABROGER CES REFORMES REACTIONNAIRES

Un camarade syndicaliste CGT

LA VICTOIRE DE SYRIZA EN GRECE UNE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS ?

Le 25 janvier dernier, Syriza, le parti grec de gauche qui allie des sociaux-démocrates issus du PS Grec (PASOK) aux eurocommunistes ayant quitté le PCG (KKE), voire des groupes trotskistes, a remporté les élections législatives et a formé un gouvernement en s'alliant avec un parti de droite nationaliste.

En France, la victoire de ce mouvement a suscité des éloges, des partis la gauche. Il s'agirait d'une « bonne nouvelle pour le peuple grec » (PS), d'un « moment historique » (Mélenchon), de l'ouverture de « la voie au changement en Europe » (PCF), d'une « opportunité colossale » (Besancenot).

De la droite au FN, du gouvernement à l'extrême gauche, tous saluent la victoire de ce mouvement politique. Faut-il que les travailleurs et les communistes saluent eux aussi la victoire de Syriza ? Syriza est-elle une force qui permet de faire avancer en Grèce la lutte de classe en faveur de la classe ouvrière ?

A notre avis non. Le peuple grec a voté pour Syriza après avoir fait l'expérience de la droite et de la gauche classiques. Il est vrai qu'en Grèce le délabrement économique et social est très avancé. L'Etat s'est endetté auprès d'autres puissances impérialistes. Il fait payer la crise aux travailleurs par le biais de mesures d'austérité colossales : les

chaînes TV d'Etat ont même été fermées, l'extrême pauvreté s'est considérablement développée, le chômage est de plus de 25 %.

Au sein du système impérialiste, la Grèce est un des maillons faibles de la chaîne économique. Les conditions pour le développement de la lutte du prolétariat sont favorables. La bourgeoisie grecque a donc dû trouver de nouvelles armes et « solutions » pour empêcher à la majorité du peuple de se radicaliser et de se tourner vers une alternative réelle au capitalisme. Syriza est cette solution. Elle est d'après nous et le Parti communiste grec (KKE) « la force de réserve de gauche du capitalisme ».

Pourquoi ? Parce que Syriza ne remet pas réellement en cause le capitalisme et ce pour plusieurs raisons.

Syriza n'envisage qu'une politique réformiste visant à réduire la dette nationale grecque et diminuer les inégalités les plus criantes. A cette intention, Syriza mène une politique de solidarité articulée avec les partis de la gauche bourgeoise européenne dont le front de gauche et le PCF afin de renégocier la dette au sein de l'Union Européenne.

Actuellement, l'Union Européenne utilise deux leviers afin de tenter une sortie de la crise de surproduction actuelle. D'abord, la politique d'austérité a été appliquée afin de

réduire sur le dos des travailleurs l'endettement de l'Etat auprès des banques. Maintenant, l'UE et Draghi, le dirigeant de la Banque Centrale Européenne mettent en œuvre la politique du « quantitative easing ». Il s'agit pour la BCE de racheter la dette de l'Etat grec auprès des banques afin d'inciter les entreprises (banques et assurances) à se tourner vers les investissements privés plutôt que sur les obligations d'Etat. Syriza espère trouver un compromis avec l'UE. Il s'agit là, non pas d'une alternative au capitalisme mais d'une autre politique du capital, avec des effets tout aussi destructeurs pour les travailleurs.

L'actuelle négociation européenne menée par la Grèce est donc un débat entre les partisans de la continuité de la politique d'austérité (Allemagne) et ceux qui veulent appliquer cette politique économique appelée « quantitative easing » (Italie, Grèce voire la France). C'est un débat entre pays capitalistes-impérialistes. La classe ouvrière n'a rien à voir avec ces débats pour savoir laquelle de ces politiques permettra aux capitalistes de se faire de nouveau le plus de profits possibles. Dans cette lutte, le FDG et la gauche européenne sont la force d'appoint et idéologique de la politique du capital.

Le programme de Syriza montre bien l'absence de rupture avec le capitalisme. Il s'agit en vérité de masquer aux yeux des travailleurs les abus les plus visibles du capitalisme. Ainsi en annonçant lutter contre la corruption, Syriza prétend pouvoir financer l'augmentation du SMIC et la réouverture de la chaîne publique de télévision. Le capitalisme grec n'est même pas égratigné car Syriza par la voix de son premier ministre Tsipras a lancé un appel aux investissements étrangers et un programme d'investissement public afin de relancer l'économie grecque. Syriza est donc le médecin venant au chevet du capitalisme agonisant. Et ce sont les banques et les actionnaires qui vont en profiter car l'Etat veut « pleinement exercer ses droits dans le cadre du fonctionnement des banques systémiques recapitalisées avec l'argent du

peuple grec, tout en prenant en compte les droits des actionnaires privés »(Tsipras). Que dire encore de la politique internationale de Syriza si ce n'est la poursuite de son implication dans la politique impérialiste occidentale. Il n'est pas prévu la sortie ou la dénonciation de l'OTAN et de l'UE en tant qu'instrument d'oppression et d'asservissement de l'impérialisme sur le monde. Enfin, l'alliance entre Syriza et la droite nationaliste grecque montre bien que ce nouveau gouvernement n'a pas en vue la défense des intérêts de la classe ouvrière de Grèce mais plutôt le redressement de la bourgeoisie grecque.

Syriza maintient chez les travailleurs l'illusion que le changement est possible par les élections bourgeoises pour mener une politique dans l'intérêt du prolétariat au sein de l'Union Européenne et de l'Etat bourgeois. Seule la révolution ouvrant la voie au socialisme est une alternative face au capitalisme. Seule la socialisation des moyens de production par le pouvoir ouvrier peut remettre en cause la domination du capital. Le reste n'est qu'utopie mais pire encore mène les travailleurs à aider le capitalisme à échapper à la faillite.

Il appartient aux forces communistes grecques d'éclairer les travailleurs sur la véritable nature de Syriza et d'entraîner, par une ligne politique marxiste-léniniste, les travailleurs grecs vers le socialisme.

Dénoncer la nature de Syriza ou de son partenaire espagnol Podemos en France, c'est combattre le réformisme du Front de Gauche et les illusions qu'il entretient auprès des travailleurs. C'est lutter pour construire l'unité idéologique et politique des communistes marxistes léninistes en France.

SALUT AUX COMBATTANTES ET COMBATTANTS HEROÏQUES DE KOBANE!



Le 26 janvier, après quatre mois de siège, de destructions et de crimes menés par les troupes mercenaires terroristes de l'ISIS (Etat Islamiste en Irak et au Levant -DAESH-EI) contre la ville Kurde de Kobané, l'héroïque résistance populaire armée de cette cité, les YPG et autres patriotes kurdes et turcs (PKK, MLKP et autres composantes progressistes et révolutionnaires) ont mis en déroute les agresseurs fascistes. Poursuivant cette victoire, les combattants libèrent les uns après les autres les villages de la région.

Le ROCML salue cette victoire emblématique qui marque un tournant dans la guerre menée contre le peuple kurde par les forces réactionnaires de la région.

La libération de Kobané, c'est en effet la victoire d'une révolution populaire nationale exemplaire par son contenu politique et humain. La révolution ROJAVA, c'est son nom, est en effet l'affirmation, sur une partie du territoire national kurde, du pouvoir populaire construit sur les valeurs progressistes du peuple kurde, en particulier l'égalité femme-homme à tous les niveaux de la société, la défense de toutes les identités ethniques, culturelles, et la démocratie exercée directement, à la base, par le peuple.

Le ROCML publie ci-après le communiqué du MLKP (Parti Communiste Marxiste Léniniste de Turquie/Kudistan du nord). Ce communiqué insiste sur la nécessité d'un soutien internationaliste accru à la Révolution Rojava car cette révolution est toujours entourée d'ennemis de la nation kurde et du caractère révolutionnaire de son contenu politique et social. Sans aucun doute, ces ennemis ne resteront pas inactifs. Les peuples de la région, et en particulier les peuples turc et syrien doivent être aux premiers rangs du soutien internationaliste à ROJAVA. Les communistes et les anti-impérialistes de France ont le devoir de participer à ce soutien et de combattre la politique directe et d'alliances criminelles que l'Etat impérialiste français pratique dans cette partie du monde.

DECLARATION DU MLKP

La rupture du siège de Kobané par l'ISIS (EI-DAECH), la marche en avant de la révolution ROJAVA et la libération de la ville par les forces du peuple révolutionnaire représentent le plus beau présent offert à nos martyrs immortels.

Le drapeau qui flotte sur la colline Mistenur projette un sourire sur les visages de Paramaz, Cudi, Algan, Diyar, Arin, Kader, Tekosin et Sarya, qui ont versé leur sang sur la terre de Kobané.

La révolution ROJAVA, qui a gagné en force et en moral, continue. Mais elle est encore sous l'encerclement de l'EI fasciste, des Etats colonialistes locaux, sous la pression des pouvoirs bourgeois et impérialistes, de tous ceux qui rêvent de liquider le choix démocratique du peuple. La lutte entre le front du peuple travailleur et le front de ses ennemis continue et continuera encore.

Le devoir de tous les travailleurs, des femmes, de la jeunesse, des pauvres et des

opprimés qui aspirent à la justice et à l'égalité, de tous ceux qui ont soutenu la lutte pour la révolution ROJAVA, la libération de Shengal (Sinjar) et la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Yézidis, ce devoir est toujours actuel. Nous sommes convaincus que la solidarité des opprimés atteindra de nouvelles dimensions, que la victoire de Kobané s'étendra pas à pas, que les peuples de la région qui ont soif de liberté et luttent pour une vie digne, en premier lieu le peuple palestinien, atteindront leurs objectifs révolutionnaires.

Ce jour est le jour où la population de Kobané condamnée à l'exil va pouvoir rentrer chez elle, à Kobané. Ce jour est le jour où les révolutionnaires, les partis antifascistes et les organisations

démocratiques de masses en Turquie et dans le Kurdistan du Nord vont accroître leur solidarité avec la défense et la construction de la Révolution ROJAVA et la résistance de Shengal (Sinjar).

*GLOIRE AUX FILS ET AUX FILLES QUI SONT DEVENUS IMMORTELS A KOBANE !
GLOIRE AUX COMBATTANTS QUI ONT LIBERE KOBANE !
VIVE KOBANE LIBRE ! VIVE LA REVOLUTION ROJAVA !*

Comité Central du Parti Communiste Marxiste Léniniste de Turquie/Kurdistan du Nord. 26 janvier 2015

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI

Extraits de la résolution sur l'impérialisme de la conférence nationale du ROCML de décembre 2014 -

INTRODUCTION

Mondialisation, globalisation...Les économistes et les idéologues de la bourgeoisie inventent des nouveaux mots pour tenter de désigner les phénomènes macro-économiques internationaux dont ils sont incapables de trouver les causes et dont ils sont incapables, forcément, d'apporter les réponses aux phénomènes de crise qui les accompagnent. Pour les marxistes, ces néologismes ne sont qu'une tentative pour masquer que l'économie mondiale et les réalités politiques et militaires qui lui sont liées ne sont autre chose que l'impérialisme dans les conditions de notre époque. Pourtant, cet impérialisme moderne n'est guère différent, dans sa nature, de l'impérialisme tel que Lénine l'a décrit et analysé au début du XX^{ème} siècle. Seuls son niveau de développement et sa structure ont changé, avec les changements politiques survenus après la liquidation du socialisme en URSS, la chute du camp socialiste qui s'en est suivi, l'apparition de nouvelles puissances dominées par le capital monopoliste et financier, et les techniques modernes de circulation internationale du capital.

LA THEORIE LENINISTE DE L'IMPERIALISME

La théorie léniniste de l'impérialisme est le produit de l'analyse du capitalisme par Marx et Engels appliquée aux conditions du développement de ce système à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles. Lénine a défini scientifiquement l'impérialisme comme le stade supérieur, ultime du capitalisme. Aucun autre stade ne peut lui succéder dans ce mode de production.

Qu'est-ce qui définit, selon Lénine, cette étape ultime du capitalisme ?

"Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car d'une part le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels, et d'autre part le partage du monde est la transition de la politique coloniale s'étendant sans obstacle aux

régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopoliste de territoire d'un globe non encore entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

- 1) Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique.
- 2) Fusion du capital bancaire et du capital industriel et création sur la base de ce « capital financier » d'une oligarchie financière.
- 3) L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière.
- 4) Formations d'union internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et...
- 5) Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes."¹ (...)

1- Lénine, l'impérialisme stade suprême du capitalisme, 1916-1917)

Intégralité de la résolution sur <http://rocml.org/resolution-imperialisme/>

Les communistes et les luttes D'émancipation et de résistance nationales

1 PRINCIPES GENERAUX

Les communistes affirment le droit des nations, des minorités nationales et des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce principe vaut quand un pays impérialiste opprime ou agresse un Etat nation, et aussi à l'intérieur d'un Etat, quand une minorité nationale est opprimée par une nation dominante. Il entraîne le droit d'une minorité à se séparer de l'Etat oppresseur, même si les frontières de cet Etat sont affectées par cette séparation. Les références aux frontières héritées de rapports de forces anciens ne sont pas un principe pour les communistes.

« En tant que démocrates, nous sommes hostiles sans restriction à toute oppression, si minime soit-elle, exercée contre une nationalité quelconque, à tout privilège accordé à une nationalité ou à une autre. En tant que démocrates, nous proclamons le droit à la libre disposition, au sens politique du terme, c'est-à-dire la liberté de séparation. » ¹

En conséquence, les communistes soutiennent les luttes d'émancipation, de libération ou de résistance nationale, même quand le prolétariat n'en a pas la direction.

«... Parfois, la bourgeoisie réussit à entraîner dans le mouvement national le prolétariat, et alors, la lutte nationale prend, en apparence, un caractère « populaire général », mais rien qu'en apparence. Dans son essence, elle reste toujours bourgeoise, avantageuse et souhaitable principalement pour la bourgeoisie. Mais il ne s'en suit nullement que le prolétariat ne doit pas lutter contre la politique d'oppression des nationalités. Les restrictions à la liberté de déplacement, la privation des droits électoraux, les entraves à l'usage de la langue, la réduction du nombre des écoles et autres mesures répressives atteignent les ouvriers autant que la bourgeoisie, sinon davantage. Une telle situation ne peut que freiner le libre développement des forces spirituelles du prolétariat des nations assujetties. » ²

Suivant le principe du droit des nations et des peuples à disposer d'eux mêmes, les

communistes condamnent et combattent, quel qu'en soit le prétexte, toute ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat souverain, en particulier contre toute intervention armée d'un Etat impérialiste pour soumettre un pays ou pour le maintenir sous sa domination.

2 CADRE CONCRET DANS LEQUEL S'INSCRIVENT LES LUTTES D'EMANCIPATION, DE LIBERATION ET DE RESISTANCE NATIONALE.

Au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, les rapports internationaux entre l'impérialisme occidental (et nippon) et les luttes de libération nationale se sont considérablement modifiés.

La dégénérescence, la division, puis la disparition du camp socialiste ont affaibli les mouvements de libération nationale et les a éloignés de la perspective d'une révolution sociale prolétarienne après la décolonisation.

Dans une partie des pays ayant accédé à l'indépendance, le pouvoir a été confisqué par des couches de la moyenne et petite bourgeoisie qui se sont mises sous la dépendance d'une puissance impérialiste ou d'une autre. Certains de ces pays décolonisés sont restés liés à l'ancienne métropole et d'autres, qui se sont libérés de l'impérialisme occidental, se sont liés à une autre grande puissance en apparence socialiste mais en réalité expansionniste, social-impérialiste, comme l'URSS après la contre révolution krouchtévienne ou la Chine. Dans ces pays, malgré la destruction des rapports coloniaux antérieurs et des progrès politiques et sociaux, la perspective du socialisme s'est aussi estompée avant de disparaître pour le moment.

Aujourd'hui, la réalité est que les pays nés de la décolonisation sont des pays dirigés par une classe bourgeoisie, et que cette bourgeoisie autochtone est pieds et mains liés à un impérialisme ou à un autre, quand ce n'est à plusieurs à la fois.

La question nationale s'inscrit aujourd'hui

dans les nouvelles contradictions inter-impérialistes nées de la crise systémique mondiale qui s'impose à tous les pays impérialistes et aux pays dominés par l'impérialisme. Toute revendication nationale (à l'intérieur d'un pays ou entre un pays impérialiste et un pays dominé) tombe dans le cadre des rivalités inter-impérialistes exacerbées par la crise et de leur guerre multiforme (militaire ou non) pour le repartage du monde. L'Irak, la Libye, La Syrie, l'Ukraine... illustrent cette réalité.

Dans chaque conflit, on trouve les agissements des puissances impérialistes rivales. Les discours de soutien aux peuples tenus par les unes et les autres ne sont que des mensonges destinés à masquer leurs visées prédatrices. La Russie et la Chine partagent avec les impérialismes occidentaux les mêmes objectifs : maintenir ou pousser leur mainmise économique sur les pays qu'ils dominent déjà et sur ceux qu'ils convoitent. Pas plus que les USA et les vieux impérialismes européens et nippon, la Russie et la Chine ne sont des amis des peuples.

Les communistes condamnent et combattent toutes les ambitions dominatrices et tous les actes agressifs d'un impérialisme contre un pays souverain et ils ont pour premier devoir de s'opposer aux menées de leur propre impérialisme national.

Ils ne soutiennent pas un impérialisme pour en combattre un autre, même si l'un est plus faible que l'autre ou qu'il paraît moins agressif. Ils dénoncent les véritables visées des nouveaux impérialismes comme la Russie et la Chine qui avancent masqués au nom de la liberté des peuples.

Voilà comment Lénine traitait cette question :

"Admettons ... Qu'à la place du capital de la période de libération nationale intervienne le capital impérialiste international, le capital réactionnaire financier. L'un des pays possède, disons les trois quarts de l'Afrique et l'autre le quart. Le contenu objectif de leur guerre est un nouveau partage de l'Afrique. Quel est le pays dont il faut souhaiter le succès ? ...Ce n'est pas l'affaire de la social-

démocratie moderne que d'aider le premier pays à affermir son « droit » sur les trois quarts de l'Afrique ni d'aider le second à s'approprier ces trois quarts (même si son évolution économique est plus rapide que le premier). La démocratie moderne ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, que si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, nationale libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme prolétarien." ³

Cela étant clair, les communistes considèrent que les contradictions inter-impérialistes peuvent être utilisées dans une lutte de résistance nationale à condition que cette lutte ne devienne pas inféodée, maintienne ses buts et conserve son indépendance. *« Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande puissance" dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de tricherie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme. »⁴*

Dans les questionnements que suscitent les politiques concrètes, sur le terrain, des mouvements d'émancipation et de résistance nationale face aux menées contradictoires des facteurs extérieurs et intérieurs, les communistes défendent le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et se positionnent en accord avec les intérêts immédiats, mais aussi à moyen et long terme du prolétariat des nations concernées.

3) CONCLUSION

- Les communistes affirment et soutiennent le droit des nations, des minorités nationales et des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit de se libérer de la domination d'un impérialisme et, pour les minorités nationales, celui de se séparer de l'Etat oppresseur.

- Conséquemment, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, les communistes condamnent et luttent contre toutes les formes d'interventions impérialistes, armées ou « pacifiques », visant à établir ou à maintenir leur domination sur un pays de même qu'ils soutiennent les revendications nationales des minorités nationales opprimées. Ils combattent en priorité leur propre impérialisme.

- Dans la complexité des rapports de rivalité inter-impérialistes provoquée par la disparition du camp socialiste et l'apparition d'impérialismes nouveaux, les communistes doivent, dans chaque conflit, analyser les enjeux multiples et contradictoires des parties en cause. En particulier, ils ne diffusent aucune illusion sur la nature du « soutien » que les nouvelles puissances impérialistes ex « socialistes » apportent aux victimes de leurs rivaux. Ils ne soutiennent pas un impérialisme pour en combattre un autre. Mais, parce qu'on ne peut pas combattre tous ses ennemis à la fois, ils n'excluent pas, dans une lutte de libération ou de résistance nationale, la possibilité d'utiliser tactiquement les contradictions inter-impérialistes pour combattre l'ennemi immédiatement le plus dangereux.

notes

1. Lénine, *Projet de plateforme pour le IV^{ème} congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie, 1913.*

2. Staline, *Le marxisme et la question nationale, 1913.*

3. Lénine, *SOUS UN PAVILLON ETRANGER.*

4. Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Juillet 1916.*

MANIFESTATION A PAU POUR LA LIBERATION DE Georges Abdallah

26 Février 2015

intervention du ROCML

Le ROCML et la JCML sont solidaires de Georges Abdallah emprisonné maintenant depuis plus de 30 ans en France. Alors que le gouvernement et tous les partis du système prétendent défendre la liberté d'expression, ils savent la museler lorsque celle-ci les met en danger, remet en cause leur pouvoir.

Georges, militant de classe et révolutionnaire inconditionnel est emprisonné, réduit au silence, du fait de ses opinions, par l'Etat français au service des impérialistes.

La liberté d'expression est la propriété de la classe dominante, bourgeoise. Les médias (télé, journaux) donnent des brevets de démocrates pour les criminels de guerre que sont Netanyahu, Hollande et Obama. De l'autre côté, les révolutionnaires communistes sont taxés de « terroriste », les grévistes de « preneurs d'otage », de « preneurs d'emploi », les syndicats de travailleurs « de cancer pour le travail ».

Aujourd'hui, le gouvernement se donne une image de défenseur des peuples, en réalité, il asphyxie et étouffe les travailleurs avec des lois scélérates : loi Macron, pacte de responsabilité... Il réprime voire enferme tous les militants qui concrètement agissent dans l'intérêt du peuple.

Libérez Georges

Justice de classe pour les militants révolutionnaires

communiqué du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA)

GEORGES IBRAHIM ABDALLAH : JUSQU'À QUAND ?

Aujourd'hui, 26 février 2015, la chambre d'application des peines de la cour d'appel de Paris a rejeté l'appel formé par Georges Ibrahim Abdallah après le refus, le 5 novembre 2014, de sa dernière demande de libération par le tribunal d'application des peines.

Celui-ci avait déclaré "irrecevable" la demande de Georges Ibrahim Abdallah, au motif qu'il n'avait pas fait préalablement l'objet d'un arrêté d'expulsion. Le tribunal avait également rejeté la demande d'effectuer

une année probatoire, préalable à une libération, dans un établissement pénitentiaire plutôt qu'en régime de semi-liberté ou sous surveillance électronique, sous prétexte que Georges Abdallah n'avait pas présenté de "projet" à l'appui de sa demande.

La cour d'appel ne s'est pas contentée de déclarer une nouvelle fois la demande irrecevable en raison de

l'absence d'une mesure d'éloignement du territoire français, elle a ajouté cette fois que Georges Abdallah "ne regrettait pas les actes pour lesquels il avait été condamné".

Georges Abdallah a immédiatement formé un pourvoi en cassation.

Ce simulacre de justice confirme une fois de plus le régime d'exception appliqué à Georges Ibrahim Abdallah depuis 30 ans. Mais la décision de la cour d'appel se révèle aujourd'hui – comme l'a expliqué son avocat, Jean-Louis Chalanset – "très régressive", puisqu'à deux reprises, en 2003 et lors de sa précédente demande en 2012, la justice avait décidé en première instance la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

L'"atteinte à la séparation des pouvoirs" dénoncée par son avocat est maintenant flagrante et confirme que le maintien en prison de Georges Abdallah est une décision politique de l'État français. Enfin, cet esprit de vengeance continue traduit de nouveau la complicité de l'impérialisme français avec l'État sioniste et les États-Unis.

Georges Abdallah reste un militant communiste, anti-impérialiste et antisioniste, il demeure un résistant qui n'a ni regrets ni remords à exprimer pour le combat qu'il a toujours mené et continuera de mener pour la justice et la liberté, aux côtés des peuples opprimés, particulièrement le peuple palestinien.

En France, au Liban, son pays, à Tunis ou à Athènes, et jusqu'en Argentine, de plus en plus de voix s'élèvent dans le monde pour condamner la France et soutenir la cause de Georges Ibrahim Abdallah. Tous ensemble, nous resterons mobilisés pour lui exprimer notre solidarité, jusqu'à sa libération et son retour au Liban.

Paris, le 26 février 2015

